

III. Identiteit van de inrichtende macht ingeval de plaatsen voor beschut wonen en/of psychiatrische verzorgingsbedden worden opgericht buiten het ziekenhuis (1)

Naam :
Adres :
Verantwoordelijke(n) :
Telefoonnummer :

Datum

Handtekening + hoedanigheid,

(1) Deze verklaring wordt medeondertekend door de verantwoordelijken van de betrokken inrichtende macht.
Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 8 augustus 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

M. COLLA

De Minister van Sociale Zaken,

Mevr. M. DE GALAN

F. 97 — 1794

[C - 26611]

8 AOUT 1997. — Arrêté royal portant des mesures en vue du développement de la gestion globale de la sécurité sociale, en application de l'article 9 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4^o de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté qui est soumis à Votre signature vise à exécuter l'article 9 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et 3, §1^{er}, 4^o de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

Lors de l'exécution de la Gestion globale des difficultés ont été constatées concernant l'application de certains textes légaux.

Le présent arrêté a pour but de supprimer un certain nombre de lacunes et de faire la clarté dans différents domaines, notamment :

- l'amélioration du fonctionnement de la Gestion globale;
- la délimitation plus précise des régimes concernés;
- la fixation des recettes de la Gestion globale;
- la fixation de l'affectation globale des recettes;
- la répartition plus précise des recettes;
- la suppression du Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale.

En ce qui concerne les remarques du Conseil d'Etat :

A l'article 1^{er}, 3^o, le taux de la cotisation varie selon qu'il s'agit ou non d'ouvriers mineurs occupés dans les travaux au fond des mines ou des carrières avec exploitation souterraine.

En ce qui concerne la compétence des institutions de sécurité sociale de contracter des emprunts, un terme va être mis aux dites compétences par des dispositions légales et réglementaires qui seront prises ultérieurement.

A l'article 11 (article 13 du projet transmis au Conseil d'Etat), le transfert du produit de la retenue de sécurité sociale sur le double pécule de vacances à l'ONSS-Gestion globale est implicite.

L'article 13 (article 15 du projet transmis au Conseil d'Etat) prévoit que le produit de la cotisation globale visée à l'article 23, alinéa 4, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale de travailleurs salariés (voir article 7) est destiné au financement de la gestion globale. Le texte de cet article est donc conforme à ce qui est stipulé dans le rapport au Roi.

N. 97 — 1794

[C - 22611]

8 AUGUSTUS 1997. — Koninklijk besluit houdende maatregelen met het oog op de uitbouw van het globaal beheer van de sociale zekerheid, met toepassing van artikel 9 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4^o van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd beoogt uitvoering te geven aan artikel 9 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en aan artikel 3, §1, 4^o van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

Bij de uitvoering van het Globaal Beheer werden moeilijkheden vastgesteld betreffende de toepassing van sommige wetteksten.

Onderhavig besluit heeft tot doel enkele onvolledigheden weg te werken en duidelijkheid te scheppen op verschillende vlakken, met name :

- de verbetering van de werking van het Globaal Beheer;
- de duidelijkere afbakening van de betrokken regelingen;
- het vastleggen van de inkomsten van het Globaal Beheer;
- het vastleggen van de globale bestemming van de inkomsten;
- de duidelijkere verdeling van de inkomsten;
- de opheffing van het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid.

In verband met de opmerkingen van de Raad van State :

In artikel 1, 3^o, varieert het bedrag van de bijdrage naargelang het al dan niet gaat om een arbeider tewerkgesteld in de ondergrond van de mijnen of steengroeven met ondergrondse winning.

Wat betreft de bevoegdheid van de instellingen van sociale zekerheid om leningen aan te gaan, zal aan die bevoegdheid een einde worden gemaakt met wettelijke en reglementaire bepalingen die later nog zullen worden getroffen.

De overdracht van de sociale-zekerheidsinhoudingen op het dubbel vakantiegeld aan de RSZ-globaal beheer, bedoeld bij artikel 11 (artikel 13 van het ontwerp dat aan de Raad van State is voorgelegd) is impliciet.

Artikel 13 (artikel 15 van het ontwerp dat aan de Raad van State werd toegezonden) bepaalt dat de opbrengst van de globale bijdrage bedoeld in artikel 23, lid 4, van de wet van 29 juni 1981 tot vaststelling van de algemene beginselen van de sociale zekerheid der werknemers (zie artikel 7) bestemd is voor de financiering van het globaal beheer. De inhoud van dit artikel is dus conform hetgeen in het verslag aan de Koning is gesteld.

Cet article se justifie par le fait qu'il convient de préciser que le produit des cotisations versées à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales est destiné au financement de la gestion globale.

Dans l'article 17 (article 19 du projet transmis au Conseil d'Etat) l'article 90 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses ne doit pas être modifié étant donné que ledit article 90 vise une opération financière ponctuelle pour l'année 1995.

Il a été tenu compte des remarques du Conseil d'Etat.

Examen des articles

Article 1^{er}. L'intégration dans la Gestion globale du régime des ouvriers mineurs suppose l'introduction d'une cotisation globale pour le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs dont le produit sera versé à l'ONSS-Gestion globale. Les cotisations sont fixées en fonction des régimes auxquels les ouvriers mineurs sont assujettis, mais elles sont rassemblées en une cotisation globale, dans la perspective d'une répartition entre les régimes qui relèvent de la Gestion globale.

Art. 2. L'intégration dans la Gestion globale du régime des Marins suppose l'introduction d'une cotisation globale pour la Caisse de secours et de prévoyance des Marins dont le produit sera versé à l'ONSS-Gestion globale. Les cotisations sont fixées en fonction des régimes auxquels les marins sont assujettis, mais elles sont rassemblées en une cotisation globale, dans la perspective d'une répartition entre les régimes qui relèvent de la Gestion globale.

Art. 3. Cet article vise à peaufiner la Gestion globale. La répartition des recettes s'effectue sur base des besoins de trésorerie à financer (cfr. article 8). Cette méthode de répartition découle du principe que toute dépense justifiée devra être payée. Un mode de financement efficace exige que la répartition puisse se faire en fonction des besoins journaliers. Le système de répartition annuelle des moyens, tel que prévu actuellement par la loi, avec possibilité d'adaptation, et la difficile procédure d'approbation qui y est liée, n'est pas apparu réalisable dans la pratique.

Les besoins journaliers varient en effet trop fort pour pouvoir donner la garantie qu'avec des pourcentages de répartition déterminés par avance, on puisse à tout moment couvrir toutes les dépenses.

Toutefois, pour le secteur des soins de santé, les avances mensuelles de trésorerie s'effectuent sur base d'un douzième de l'objectif budgétaire annuel global. Chaque année, lors de la clôture des comptes, après application du mécanisme de la responsabilité financière des organismes assureurs, le surcroît éventuel des besoins de trésorerie à financer est cependant bien à charge de la gestion globale.

Une gestion de trésorerie commune implique qu'à l'intérieur de la Gestion globale, l'on tende vers l'ouverture d'un seul compte commun pour l'exécution des opérations de paiement, compte sur lequel chaque organisme disposerait de droits de tirage, de sorte que les moyens financiers puissent être utilisés ou placés de manière optimale.

Les avoirs disponibles dont question sous le point d) proviennent des recettes non réparties. Lorsque les recettes dépassent les besoins de caisse à financer, apparaissent des surplus susceptibles d'être placés. La compétence relative à la gestion des avoirs disponibles de la Gestion globale repose entièrement dans les mains du Comité de gestion de la sécurité sociale. Le Comité de Gestion détermine de quelle manière ces moyens seront gérés et comment l'évaluation s'en fera. Le Comité de gestion exerce en l'occurrence pleinement la fonction de gestion que le législateur lui a conférée.

Les réserves de l'Office national des Vacances annuelles et de branches qui ne relèvent pas de la Gestion globale (de capitalisation par exemple) ne relèvent pas, pour des raisons de principe, de la compétence du Comité de Gestion. Le Comité de gestion peut difficilement se charger de la gestion ou de l'évaluation de la gestion de réserves qui n'appartiennent pas à la Gestion globale. Les organes de gestion des secteurs concernés doivent être à même d'accomplir cette tâche.

La Gestion globale a reçu une mission qui dépasse l'aspect purement financier : elle touche au financement et à une responsabilisation accrue. Le souci d'assurer un financement optimal est déplacé du niveau sectoriel vers le niveau global.

Dit artikel is verantwoord door het feit dat moet gepreciseerd worden dat de opbrengst aan de bijdragen gestort aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten bestemd is voor de financiering van het globaal beheer.

In artikel 17 (artikel 19 van het ontwerp dat aan de Raad van State is toegezonden) hoeft artikel 90 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen niet te worden gewijzigd, aangezien voornoemd artikel 90 betrekking heeft op een eenmalige financiële operatie voor 1995.

Met de opmerkingen van de Raad van State is rekening gehouden.

Onderzoek van de artikelen

Artikel 1. De integratie van het stelsel van de mijnwerkers in het Globaal Beheer vereist de invoering van een globale bijdrage voor het Nationale Pensioenfonds voor mijnwerkers waarvan de opbrengst aan de RSZ-Globaal Beheer moet gestort worden. De bijdragen worden vastgesteld in functie van de regelingen, waaraan de mijnwerkers onderworpen zijn, maar worden met het oog op de verdeling onder de regelingen, die tot het Globaal Beheer behoren, samengevoegd tot een globale bijdrage.

Art. 2. De integratie van het stelsel van de zeevarenden in het Globaal Beheer vereist de invoering van een globale bijdrage voor de Hulp- en Voorzorgskas der Zeevarenden waarvan de opbrengst aan de RSZ-Globaal Beheer moet gestort worden. De bijdragen worden vastgesteld in functie van de regelingen, waaraan de zeevarenden onderworpen zijn, maar worden met het oog op de verdeling onder de regelingen, die tot het Globaal Beheer behoren, samengevoegd tot een globale bijdrage.

Art. 3. Dit artikel verfijnt het Globaal Beheer. De verdeling van de inkomsten gebeurt op basis van de te financieren thesauriebehoeften (cfr. artikel 8). Deze verdelingsmethode gaat uit van het principe dat elke uitgave die gerechtvaardigd is, zal moeten betaald worden. Een efficiënt financieringssysteem vereist dat de verdeling in functie staat van de dagelijkse behoeften. Het systeem van jaarlijkse verdeling van de middelen met weliswaar de mogelijkheid van aanpassing en met daaraan gekoppeld een moeilijke procedure van goedkeuring, zoals het op dit ogenblik wettelijk voorzien is, is in de praktijk niet uitvoerbaar gebleken.

De dagelijkse behoeften variëren immers te sterk om de garantie te kunnen geven dat met op voorhand vastgestelde verdelingspercentages op elk moment alle uitgaven zouden kunnen gedekt worden.

Voor de sector van de geneeskundige verzorging, worden de maandelijkse thesaurievoorschotten evenwel verricht op basis van één twaalfde van de globale jaarlijkse budgettaire doelstelling. Ieder jaar, bij het afsluiten van de rekeningen, na toepassing van het mechanisme inzake de financiële verantwoordelijkheid van de verzekeringstellingen, vallen de eventueel resterende te financieren thesauriebehoeften echter wel degelijk ten laste van het globaal beheer.

Een gemeenschappelijk thesauriebeheer houdt in dat binnen het Globaal Beheer moet gestreefd worden naar het openen van één gemeenschappelijke rekening, voor het uitvoeren van de betalingsverrichtingen, waarop elke instelling trekkingsrechten zou hebben, zodat de financiële middelen optimaal kunnen aangewend en belegd worden.

De beschikbare tegoeden waarvan sprake is onder punt d), zijn afkomstig van niet-verdeelde ontvangsten. Wanneer de ontvangsten de te financieren kasbehoeften overtreffen ontstaan overschotten die voor belegging in aanmerking komen. De bevoegdheid in verband met het beheer van de beschikbare tegoeden van het Globaal Beheer ligt volledig in handen van het Beheerscomité van de sociale zekerheid. Het Beheerscomité bepaalt op welke wijze deze gelden worden beheerd en hoe de evaluatie zal gebeuren. Het Beheerscomité oefent terzake ten volle de beheersfunctie uit, die het van de wetgever gekregen heeft.

De reserves van de Rijksdienst voor Jaarlijkse Vakantie en van takken die niet vallen onder het Globaal Beheer (bv. kapitalisatie) vallen om principiële redenen niet onder de bevoegdheid van het Beheerscomité. Het Beheerscomité kan moeilijk belast worden met het beheer of de evaluatie van beheer van reserves die niet toebehoren aan het Globaal Beheer. De beheersorganen van de betrokken sectoren moeten in staat geacht worden deze taak zelf uit te voeren.

Het Globaal Beheer heeft een opdracht die verder gaat dan het louter financiële. Dit gaat op het vlak van de financiering gepaard met een grotere verantwoordelijkheid. De zorg voor de financiering onder optimale omstandigheden is verschoven van het sectorale vlak naar het globale niveau.

Mais il y a aussi un objectif de support décisionnel, via l'établissement de rapports lors de l'élaboration des budgets. La Gestion globale peut faire des propositions relatives à la résorption de déficits ou à la détermination des lignes de conduite prioritaires. Elle doit aussi s'occuper de la gestion des moyens financiers.

Art. 4.-13.-15.-16.-17.-18. Ces articles concernent une adaptation des textes suite à la suppression du Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale et à son remplacement par l'ONSS-Gestion globale.

Art. 5. Afin de délimiter clairement la sphère d'application de la Gestion globale, une énumération exhaustive des régimes et branches appartenant à la Gestion globale est reprise dans le texte de loi.

Le texte existant de l'article 21 est repris sous le paragraphe 1^{er}, qui établit le cadre général. Le paragraphe 2 délimite quant à lui le champ d'application précis de la Gestion globale.

Le texte tient compte de l'intégration dans la Gestion globale des régimes des Marins et des Mineurs. Tous deux sont déjà financés à l'heure actuelle par la Gestion globale, que ce soit via les régimes concernés ou via le Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale, à l'exception toutefois des pensions d'invalidité dans le régime des mineurs, qui sont financées par des interventions de l'Etat. L'intégration suppose l'introduction d'une cotisation globale dont le produit sera versé à l'ONSS-Gestion globale, ce qui nécessite l'adaptation des arrêtés-lois des 10 janvier 1945 et 7 février 1945 (cfr. articles 1^{er} et 2).

Le régime des Vacances annuelles qui ne relève de la Gestion globale que pour le seul aspect de l'évaluation de la gestion des réserves, n'est plus repris pour des raisons de principe à l'article 21, §2. Comme il a été mentionné précédemment, il n'est pas opportun d'encore confier au Comité de gestion cette tâche supplémentaire d'évaluation, quand ce dernier ne dispose pas de compétence en matière de gestion de ces réserves, ni davantage pour faire suivre d'effets les conclusions de l'évaluation.

Les régimes et les secteurs particuliers restent en dehors de la Gestion globale, comme par exemple :

- * les régimes de capitalisation;
- * les maladies professionnelles et les allocations familiales relatives au personnel des administrations provinciales et locales;
- * le secteur emploi et travail à l'Office national pour l'emploi.

Art. 6. On reprend dans la loi une énumération complète des ressources de la Gestion globale.

Le texte existant de l'article 22 est repris sous le paragraphe 1^{er}, il fixe le cadre général. On trouve sous le paragraphe 2 une description précise des ressources de la Gestion globale.

Une distinction est faite entre recettes globalisées et recettes non globalisées. Les recettes qui arrivent à l'ONSS au profit de l'un des régimes et branches visés à l'article 21, §2, ne reçoivent pas d'affectation sectorielle, elles sont versées sur un compte commun à partir duquel elles sont réparties entre les régimes et branches susvisés sur la base des besoins de caisse de ces derniers. Ce sont là les recettes globalisées.

Le produit des placements comporte également le produit des réserves, qui sont transférées à l'ONSS-Gestion globale.

Le but est de mettre un terme à la compétence d'emprunt des régimes et des branches, visés à l'article 21, §2, et de réserver celle-ci uniquement à la Gestion globale.

Le produit des cotisations particulières, perçues par l'ONSS et affecté à un régime ou à une branche, visé à l'article 21, §2, est également ajouté aux recettes globales. Il est évident que les cotisations spéciales perçues par l'ONSS, mais qui sont affectées à des régimes ou à des branches ne relevant pas de la Gestion globale, ne sont pas ajoutées aux recettes globales (p.ex. cotisation Fonds de fermeture d'entreprises).

Les recettes propres des régimes et branches, visés à l'article 21, §2, provenant du produit de versements tels qu'énumérés à l'article 22, §2, b), restent acquises pour le secteur. Ces recettes ne sont pas globalisées, et s'inscrivent en déduction de l'ensemble des dépenses des régimes susmentionnés, donc aussi du montant des besoins à financer (cfr. article 8).

Elles comportent également les interventions de l'Etat à l'ONP, telles que prévues dans le cadre du régime Eupen-Malmédy.

Het doel is ook beleidsondersteunend te werken door het opstellen van verslagen ter gelegenheid van het opmaken van begrotingen. Het Globaal Beheer kan ook voorstellen doen zowel in verband met het wegwerken van het deficit als met het vaststellen van de prioritaire beleidslijnen. Het moet zich ook inlaten met het beheer van de geldmiddelen.

Art. 4.-13.-15.-16.-17.-18. Deze artikelen betreffen een aanpassing van de teksten ten gevolge van de opheffing van het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid en de vervanging ervan door de RSZ-Globaal Beheer.

Art. 5. Om de toepassingsfeer van het Globaal Beheer duidelijk af te bakenen wordt in de wettekst een exhaustieve opsomming gegeven van alle regelingen en takken die tot het Globaal Beheer behoren.

De bestaande tekst van artikel 21 wordt gebracht onder paragraaf 1, die het algemeen kader schetst. Paragraaf 2 bakent het precieze toepassingsveld van het Globaal Beheer af.

De tekst houdt rekening met de integratie in het Globaal Beheer van het stelsel van de zeevarenden en van de mijnwerkers. De beide stelsels worden trouwens nu reeds gefinancierd door het Globaal Beheer hetzij via de betrokken regelingen, hetzij via het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid, met uitsluiting evenwel van de invaliditeitspensioenen in het stelsel van de mijnwerkers, die gefinancierd worden met staatssteun. De integratie vereist de invoering van een globale bijdrage waarvan de opbrengst aan de RSZ-Globaal Beheer moet gestort worden, wat de aanpassing vereist van de besluitwetten van 10 januari 1945 en 7 februari 1945 (cfr. artikelen 1 en 2).

De Jaarlijkse Vakantieregeling, die slechts voor een bijkomstig aspect, met name de evaluatie van het beheer van haar reserves, binnen het Globaal Beheer valt, wordt om principiële redenen niet opgenomen in artikel 21, §2. Zoals hoger vermeld is het inderdaad niet opportuun om het Beheerscomité nog met deze bijkomende evaluatie-opdracht te belasten, aangezien het Comité geen beheersbevoegdheid heeft over die reserves en dus ook niet de bevoegdheid om de conclusies van de evaluatie te laten naleven.

De bijzondere stelsels en sectoren blijven buiten het Globaal Beheer, zoals :

- * kapitalisatiestelsels;
- * beroepsziekten en kinderbijslag betreffende het personeel van de plaatselijke en provinciale overheidsbesturen;
- * de sector tewerkstelling en arbeid bij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

Art. 6. In de wet wordt een exhaustieve opsomming ingeschreven van de inkomsten van het Globaal Beheer.

De bestaande tekst van artikel 22 wordt gebracht onder paragraaf 1. De tekst schetst het algemeen kader. De precieze omschrijving van de inkomsten van het Globaal Beheer wordt gegeven onder paragraaf 2.

De inkomsten worden opgesplitst in geglobaliseerde en niet geglobaliseerde inkomsten. De inkomsten van de RSZ die ten goede komen aan één van de regelingen en takken, bedoeld in artikel 21, §2, krijgen geen sectorale bestemming. Zoals vermeld in artikel 2, worden zij op een gemeenschappelijke rekening gestort vanwaar ze verdeeld worden onder voornoemde regelingen en takken op grond van de kasbehoeften van deze laatste. Dit zijn de geglobaliseerde inkomsten.

De opbrengst van de beleggingen omvat tevens de opbrengst van de reserves, die overgedragen worden aan de RSZ-Globaal Beheer.

Het is de bedoeling dat de leningsbevoegdheid van de regelingen en takken, bedoeld in artikel 21, §2, wordt opgeheven en enkel wordt toegekend aan het Globaal Beheer.

De opbrengst van de bijzondere bijdragen door de RSZ geïnd en toegewezen aan een regeling of tak, bedoeld in artikel 21, §2, wordt eveneens bij de globale ontvangsten gevoegd. Het is evident dat de bijzondere bijdragen door de RSZ geïnd, maar toegewezen aan regelingen of takken die buiten het Globaal Beheer vallen, niet bij de globale inkomsten worden gevoegd (vb. bijdrage Fonds voor sluiting van ondernemingen).

De eigen inkomsten van de regelingen en takken, bedoeld in artikel 21, §2, onder de vorm van stortingen, afkomstig van de opbrengsten, zoals opgesomd in artikel 22, §2, b), blijven verworven voor de sector. Deze inkomsten worden niet geglobaliseerd, zij komen wel in mindering van het geheel van de uitgaven en dus ook van het bedrag van de te financieren behoeften van hogergenoemde regelingen (cfr. artikel 8).

Deze bevatten ook de rijkstoelagen aan de RVP, voorzien in het kader van het stelsel Eupen-Malmédy.

L'introduction de la Gestion globale avec la globalisation des recettes, rend caduc le fait que les autres organismes percepteurs continuent à répartir sectoriellement le produit de leurs cotisations sociales. Il est donc introduit, à côté de la cotisation globale pour l'ONSS et l'ONSSAPL (cfr. article 7), une cotisation globale pour le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs (cfr. article 1^{er}) et pour la Caisse de secours et de prévoyance des Marins (cfr. article 2).

Par ONSS-Gestion globale, on vise l'ONSS dans l'exercice de ses tâches, décrites à l'article 5, 2^e de la loi du 27 juin 1969.

Art. 7. Une cotisation globale est introduite pour les travailleurs pour lesquels l'ONSS et l'ONSSAPL perçoivent des cotisations. Le produit en revient à la Gestion globale. Les cotisations sont fixées en fonction des régimes auxquels les travailleurs salariés ou fonctionnaires sont assujettis, mais elles sont rassemblées en une cotisation globale, dans la perspective d'une répartition entre les régimes qui relèvent de la Gestion globale. Ainsi, pour les fonctionnaires qui ne sont soumis qu'à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, secteur des soins de santé, dans le système de sécurité sociale des travailleurs salariés, le taux de cotisation global s'élève à 7,35 p.c. Pour les contractuels de l'ONSSAPL, le taux de la cotisation globale sera diminué des cotisations des régimes des maladies professionnelles et des allocations familiales. Le taux de cotisation reste donc déterminé en fonction des régimes auxquels le travailleur est soumis, mais est alors considéré comme un tout dans l'optique de la répartition, parce que le produit de ces cotisations est versé dans un pot commun.

Art. 8. La Gestion globale a pour but principal d'arriver à une répartition plus juste des moyens, basée sur les besoins et grâce à laquelle des transferts du produit de cotisations deviennent tout à fait superflus, qu'il s'agisse de transferts directs entre secteurs, ou à partir du FEFSS. Il s'agit de besoins établis sur la base de trésorerie, c'est à dire de besoins en moyens financiers pour couvrir les dépenses nécessaires. Le montant des besoins de trésorerie à financer est égal à la différence entre les dépenses - à l'exception des dépenses de placements - et les recettes sectorielles propres.

En dehors du financement des régimes qui tombent sous la Gestion globale, une très faible partie des moyens globalisés sont, en exécution de diverses dispositions légales, affectés :

1) au paiement des salaires des travailleurs dans les hôpitaux (article 1^{er}, §2^{ter} de la loi du 1^{er} août 1985 - article 8);

2) à la promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (arrêtés royaux du 21 janvier 1987 et du 22 septembre 1989 - articles 20 et 21);

3) au financement de divers projets informatiques (arrêté royal du 14 novembre 1991 - article 22).

L'intervention dans le financement de déficits dans le régime des marins tombe si le financement de ce régime est incorporé dans la Gestion globale.

La portée de cet article est plus étendue que le champ d'application de la Gestion globale. Le paragraphe 3 règle la répartition du produit de cotisations de régimes qui ne relèvent pas de la Gestion globale. Il s'agit ici de la répartition de cotisations destinées au régime des Vacances annuelles.

Art. 9. Les interventions de l'Etat déterminées en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales sont versées à la Gestion globale. Suite à l'intégration du régime des ouvriers mineurs et du régime des marins les interventions de l'Etat respectives sont versées à la Gestion globale.

Art. 10. Cet article concerne l'affectation globale de certaines recettes (cfr. aussi les articles 1^{er} et 2).

Art. 12. Les dispositions de l'article 39bis, qui traitent du Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale, de ses moyens et de leur affectation, sont remplacées entièrement par de nouvelles dispositions relatives à la Gestion globale.

L'entrée en vigueur de celle-ci retire sa raison d'être au FEFSS, qui n'avait de sens que tant que la répartition restait principalement sectorielle. Comme le produit des cotisations sectorielles propres ne suffisait pas toujours à couvrir toutes les dépenses, les moyens du Fonds permettaient de résorber ces déficits. Le Fonds avait une fonction purement financière de contribution à l'équilibre financier des différents régimes.

Door de invoering van het Globaal Beheer met de globalisering van de inkomsten heeft het geen zin meer dat de andere inningsinstellingen de opbrengst van hun sociale bijdragen sectoraal blijven verdelen. Daarom wordt er naast de globale bijdrage voor de RSZ en de RSZPPO (cfr. artikel 7) ook een globale bijdrage ingevoerd voor het Nationale Pensioenfonds voor mijnwerkers (cfr. artikel 1) en de Hulp- en Voorzorgskas der Zeevarenden (cfr. artikel 2).

Met de RSZ-Globaal Beheer wordt de RSZ bedoeld in de uitoefening van zijn taak, beschreven in artikel 5, 2^e van de wet van 27 juni 1969.

Art. 7. Voor de werknemers, waarvoor de RSZ en de RSZPPO de bijdragen innen, wordt een globale bijdrage ingevoerd. De opbrengst ervan komt ten goede aan het Globaal Beheer. De bijdragen worden vastgesteld in functie van de regelingen, waaraan de werknemers of de ambtenaren onderworpen zijn, maar worden met het oog op de verdeling onder de regelingen, die tot het Globaal Beheer behoren, samengevoegd tot een globale bijdrage. Zo bedraagt bijvoorbeeld voor ambtenaren, die in het sociale zekerheidsstelsel der werknemers alleen onderworpen zijn aan de regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, tak geneeskundige verzorging, de globale bijdragenvoet 7,35 pct. Voor de contractuelen van de RSZPPO zal de globale bijdragenvoet verminderd worden met de bijdragen voor de regelingen beroepsziekten en gezinsbijslag. De bijdragenvoet wordt dus bepaald in functie van de regelingen waaraan de werknemer onderworpen is, maar wordt naar de verdeling toe als een geheel beschouwd omdat de opbrengst van de bijdragen in de gemeenschappelijke massa gestort wordt.

Art. 8. Het Globaal Beheer heeft als belangrijke doelstelling te komen tot een meer rechtvaardige verdeling van de middelen die gebaseerd is op de behoeften en waarbij transfers van bijdragenopbrengsten tussen sectoren onderling of vanuit het FFESZ volkomen overbodig worden. Het gaat om behoeften vastgesteld op thesauriebasis, d.w.z. behoeften aan financiële middelen om de noodzakelijke uitgaven te dekken. Het bedrag van de te financieren thesauriebehoeften is gelijk aan het verschil tussen de uitgaven - met uitzondering van de uitgaven voor beleggingen - en de eigen sectorale inkomsten.

Buiten de financiering van de regelingen die vallen onder het Globaal Beheer wordt een zeer beperkt deel van de geglobaliseerde middelen in uitvoering van bepaalde wettelijke beschikkingen ook aangewend voor :

1) de uitbetaling van de wedden van de werknemers in de ziekenhuizen (artikel 1, §2^{ter} van de wet van 1 augustus 1985 - artikel 8);

2) de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector (koninklijke besluiten van 21 januari 1987 en van 22 september 1989 - artikelen 20 en 21);

3) de financiering van bepaalde informaticaprojecten (koninklijk besluit van 14 november 1991 - artikel 22).

De tussenkomst in de financiering van de tekorten in het stelsel van de zeelieden valt weg omdat de financiering van dit stelsel geïntegreerd wordt in het Globaal Beheer.

De draagwijdte van dit artikel is ruimer dan het toepassingsveld van het Globaal Beheer. In paragraaf 3 wordt de verdeling geregeld van de bijdrage-opbrengsten van regelingen die niet tot het Globaal Beheer behoren. Het gaat hier om de verdeling van de bijdragen bestemd voor de regeling Jaarlijkse Vakantie.

Art. 9. De rijkstoelagen vastgesteld krachtens artikel 1 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen worden gestort aan het Globaal Beheer. Ingevolge de integratie van het stelsel van de mijnwerkers en het stelsel van de zeevarenden worden de respectievelijke rijkstoelagen gestort aan het Globaal Beheer.

Art. 10. Dit artikel betreft de globale bestemming van verscheidene inkomsten (cfr. ook de artikelen 1 en 2).

Art. 12. De bepalingen van artikel 39bis, die handelen over het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid, over de middelen en de toewijzing van de middelen van het FFESZ, worden in hun geheel vervangen door nieuwe bepalingen betreffende het Globaal Beheer.

Met het in voege treden van het Globaal Beheer is de bestaansreden van het FFESZ weggefallen. Het Fonds had maar zin zolang de verdeling hoofdzakelijk sectoraal ingesteld was. De opbrengst van de eigen sectorale bijdrage volstond in sommige gevallen niet om alle uitgaven te dekken. Met de middelen van het Fonds werden die tekorten weggewerkt. Het Fonds had een louter financiële functie. Het moest bijdragen tot het financieel evenwicht van de verschillende regelingen.

Cette tâche est à présent reprise par la Gestion globale, qui réalise cet objectif via le financement des besoins de caisse des régimes et branches appartenant à la Gestion globale. Tous les moyens du Fonds sont repris dans ceux de la Gestion globale, pour être répartis suivant les principes de la Gestion globale.

La possibilité qu'avait le FEFSS de contracter des emprunts sous la garantie de l'Etat est transférée vers la Gestion globale.

Les réserves existantes auprès des régimes et les branches relevant de la Gestion globale - essentiellement celles de l'ONP - et qui trouvent leur origine dans la période avant 1995, sont transférées à la Gestion globale. Ces régimes et ces branches conservent une créance sans intérêts à l'égard de l'ONSS-Gestion globale. Jusqu'à présent, ces prêts se faisaient sans intérêts, et chaque fois pour de courtes périodes.

Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des Ministres le montant des réserves mises à la disposition de l'ONSS-Gestion globale, ainsi que les modalités pour la mise à la disposition de la gestion globale desdites réserves. Il peut retransférer la totalité ou une partie de ces réserves aux régimes et aux branches concernés.

Chaque régime et branche peut disposer d'un fonds de roulement dans le cadre de la Gestion globale. Le montant en est fixé par le Comité de gestion de la sécurité sociale. Il s'agit d'une moyenne du montant normalement exigé pour l'exécution journalière des tâches de l'institution concernée. Il en résulte que les organismes doivent transférer leurs moyens excédentaires à la Gestion globale, ou les porter immédiatement en diminution du montant de leurs besoins à financer.

Art. 13. Le produit de la cotisation globale de l'ONSSAPL revient à la Gestion globale. Le taux de la cotisation globale pourra varier en fonction du nombre de régimes auxquels sera soumise la catégorie de travailleurs concernée (cfr. articles 1^{er}, 2 et 7).

Art. 14. L'article 3 de la loi-programme du 30 décembre 1988 dispose que les cotisations dont sont redevables les contractuels subsidiés dans les hôpitaux, doivent être inscrites sur un article spécial du Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale. Du fait de l'introduction de la Gestion globale, ce dernier a perdu sa raison d'être; le produit de cette cotisation, comprise dans la cotisation globale, est dès lors versé sur le compte commun pour être réparti globalement avec les autres recettes.

Art. 19. Cet article fixe l'entrée en vigueur du présent arrêté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux,
et très fidèle serviteur,
La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Affaires sociales, le 14 juillet 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant des mesures en vue du développement de la gestion globale de la sécurité sociale, en application des articles 9 et 52 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et 3, § 1^{er}, 4^o de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne", a donné le 17 juillet 1997 l'avis suivant :

Conformément à l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, remplacé par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, l'urgence est fondée essentiellement

"sur le fait que la coordination de certaines dispositions légales et réglementaires relatives à la gestion globale de la sécurité sociale et reprises dans le projet d'arrêté royal ... ne peut être réalisée qu'en référence à l'article 3, § 1^{er}, 4^o de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser

Deze taak wordt nu overgenomen door het Globaal Beheer, dat deze doelstellingen realiseert via het financieren van de kasbehoeften van de regelingen en takken, behorend tot het Globaal Beheer. De middelen van het Fonds worden volledig opgenomen in de middelen van het Globaal Beheer en verdeeld volgens de beginselen van het Globaal Beheer.

De mogelijkheid die het FFEZ had om leningen onder staatswaarborg aan te gaan wordt overgedragen aan het Globaal Beheer.

De nog bestaande reserves bij de regelingen en takken, behorend tot het Globaal Beheer - hoofdzakelijk RVP-reserves - en die hun oorsprong vinden in de periode vóór 1995, worden overgedragen aan het Globaal Beheer. Deze regelingen en takken blijven een schuldvordering zonder intresten behouden op de RSZ - Globaal Beheer. Tot op heden werden de bedragen renteloos ter beschikking gesteld telkens voor korte periodes.

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, het bedrag van de reserves die ter beschikking worden gesteld van de RSZ-Globaal Beheer en regelt de overdracht van die reserves. Hij kan die reserves terug geheel of gedeeltelijk overdragen aan betrokken regelingen en takken.

Elke regeling en tak kan in het kader van het Globaal Beheer over een werkkapitaal beschikken. Het bedrag ervan wordt vastgesteld door het Beheerscomité van de sociale zekerheid. Het gaat om een gemiddelde, om het bedrag dat normaal nodig is voor de dagelijkse werking van de instelling. Daaruit volgt dat de instellingen hun overtollige middelen moeten overdragen aan het Globaal Beheer of onmiddellijk in mindering moeten brengen van het bedrag van de te financieren behoeften.

Art. 13. De opbrengst van de globale bijdrage van de RSZPPO komt ten goede aan het Globaal Beheer. De globale bijdragenvoet zal variëren in functie van het aantal regelingen waaraan de desbetreffende werknemerscategorie onderworpen is (cfr. artikelen 1, 2 en 7).

Art. 14. Artikel 3 van de programmawet van 30 december 1988 bepaalt dat de bijdragen, verschuldigd door de gesubsidieerde contractuelen in de ziekenhuizen, moeten overgeheveld worden naar een speciaal artikel van het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid. Door de invoering van het Globaal Beheer heeft het Fonds voor het financieel evenwicht zijn bestaansreden verloren en wordt de opbrengst van deze bijdrage, die begrepen is in de globale bijdrage, gestort op de gemeenschappelijke rekening om samen met de andere inkomsten globaal verdeeld te worden.

Art. 19. Dit artikel bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige,
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, op 14 juli 1997 door de Minister van Sociale Zaken verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende maatregelen met het oog op de uitbouw van het globaal beheer van de sociale zekerheid, met toepassing van de artikelen 9 en 52 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en 3, § 1, 4^o van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie", heeft op 17 juli 1997 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

Te dezen wordt het spoedeisend karakter in hoofdzaak gesteund

"sur le fait que la coordination de certaines dispositions légales et réglementaires relatives à la gestion globale de la sécurité sociale et reprises dans le projet d'arrêté royal ... ne peut être réalisée qu'en référence à l'article 3, § 1^{er}, 4^o de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser

les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne et qu'il convient dès lors que le projet d'arrêté royal en question soit définitivement approuvé par le Conseil des Ministres du 25 juillet prochain pour être publié avant le 31 août 1997".

Vu le bref délai qui lui est imparti pour émettre son avis, le Conseil d'Etat a dû se borner à faire les observations suivantes.

Portée du projet

Selon le rapport au Roi, le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour but de supprimer un certain nombre de lacunes et de créer la clarté dans le régime de la "Gestion financière globale" de la sécurité sociale.

A cet effet, des modifications sont apportées dans une série de lois et arrêtés royaux relatifs à la sécurité sociale. L'essentiel des règles se retrouve dans les articles 21 et 22, en projet, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés (articles 5 et 6 du projet). L'article 21 énumère les régimes qui constituent la sécurité sociale des travailleurs (§ 1^{er}) et détermine lesquels de ces régimes (ou de leurs branches) tombent sous l'application de la Gestion financière globale (§ 2). L'article 22 dispose d'une manière générale d'où proviennent les moyens financiers de la sécurité sociale (§ 1^{er}) et précise également d'où proviennent les moyens financiers de la Gestion financière globale (§ 2).

Le projet comporte, en outre, plusieurs dispositions relatives à l'affectation des produits des différents régimes (ou branches) de la sécurité sociale au financement des régimes de la Gestion financière globale. De même, les réserves propres existantes de certains régimes ou branches sont mises à la disposition de la Gestion financière globale (article 39bis, § 2, en projet, de la loi précitée du 29 juin 1981; article 14 du projet). La Gestion financière globale, y compris la répartition des recettes globalisées, reste confiée à l'Office national de sécurité sociale. Dans l'exercice de cette tâche, l'Office sera désigné comme "l'ONSS-Gestion financière globale" (article 5, en projet, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs; article 3 du projet).

Enfin, le projet prévoit la suppression du Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale (remplacement de l'article 39bis de la loi précitée du 29 juin 1981 par l'article 14 de l'arrêté royal en projet).

Les règles en projet doivent produire leur effet à partir du 1^{er} juillet 1997 (article 25 du projet).

Caractère urgent de la demande d'avis

1. Pour justifier l'urgence, sur la base de laquelle un avis est demandé dans les trois jours, la demande d'avis se réfère au fait que les pouvoirs spéciaux accordés au Roi par la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne (ci-après : loi UEME) expirent le 31 août 1997 (voir l'article 6, § 1^{er}, de la loi visée).

Cette motivation n'est toutefois pertinente qu'à l'égard des dispositions du projet qui se fondent sur la loi UEME (1). Par contre, elle n'est pas pertinente dans la mesure où la demande d'avis porte sur les autres dispositions du projet. Dans cette mesure, il y a donc lieu de faire une réserve quant à la validité du motif invoqué.

Sous cette réserve, le Conseil d'Etat examinera néanmoins dans son ensemble le projet soumis pour avis.

2. L'avis étant demandé dans les trois jours, le Conseil d'Etat n'est pas en mesure d'apprécier le projet dans tous ses aspects.

Le projet modifie en de nombreux points la législation et la réglementation relatives à la sécurité sociale des travailleurs salariés. Afin de pouvoir se faire une opinion quant à la cohérence des règles en projet, le Conseil d'Etat devrait consacrer un examen approfondi aux dispositions en projet, en ayant égard à leur connexité mutuelle et à leur connexité avec d'autres dispositions, non modifiées par l'arrêté en

les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne et qu'il convient dès lors que le projet d'arrêté royal en question soit définitivement approuvé par le Conseil des Ministres du 25 juillet prochain pour être publié avant le 31 août 1997".

Gelet op de korte termijn welke hem voor het geven van zijn advies wordt toegemeten, heeft de Raad van State zich moeten beperken tot het maken van de hiernavolgende opmerkingen.

Strekking van het ontwerp

Luidens het verslag aan de Koning heeft het voor advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit tot doel een aantal leemtes op te vullen en een aantal verduidelijkingen aan te brengen in de regeling van het "Gloobaal Financieel Beheer" van de sociale zekerheid.

Daartoe worden wijzigingen aangebracht in een reeks van wetten en koninklijke besluiten i.v.m. de sociale zekerheid. De kern van de regeling is terug te vinden in de ontworpen artikelen 21 en 22 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers (artikelen 5 en 6 van het ontwerp). Artikel 21 somt de regelingen op die deel uitmaken van de sociale zekerheid der werknemers (§ 1), en bepaalt welke van die regelingen (of takken ervan) onder toepassing van het Globaal Financieel Beheer vallen (§ 2). Artikel 22 bepaalt in het algemeen waaruit de geldmiddelen van de sociale zekerheid voortkomen (§ 1), en preciseert tevens waaruit de geldmiddelen van het Globaal Financieel Beheer voortkomen (§ 2).

Het ontwerp bevat voorts verscheidene bepalingen i.v.m. de bestemming van de inkomsten van de onderscheiden regelingen (of takken) van de sociale zekerheid voor de financiering van de regelingen van het Globaal Financieel Beheer. Ook de bestaande eigen reserves van sommige regelingen of takken worden ter beschikking gesteld van het Globaal Financieel Beheer (ontworpen artikel 39bis, § 2, van de genoemde wet van 29 juni 1981; artikel 14 van het ontwerp). Het Globaal Financieel Beheer, met inbegrip van de verdeling van de geglobaliseerde inkomsten, blijft toevertrouwd aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid. In de uitoefening van de genoemde taak zal de Rijksdienst als "R.S.Z.-Globaal Financieel Beheer" omschreven worden (ontworpen artikel 5 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders; artikel 3 van het ontwerp).

Het ontwerp voorziet ten slotte in de afschaffing van het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid (vervanging van artikel 39bis van de genoemde wet van 29 juni 1981 bij artikel 14 van het ontworpen koninklijk besluit).

De ontworpen regeling is bedoeld om uitwerking te hebben met ingang van 1 juli 1997 (artikel 25 van het ontwerp).

Spoedeisend karakter van de adviesaanvraag

1. Om het spoedeisend karakter te verantwoorden, op grond waarvan een advies binnen drie dagen gevraagd wordt, verwijst de adviesaanvraag naar het feit dat de bijzondere machten die aan de Koning zijn verleend bij de wet van 26 juli 1996 tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie (hierna : EEMU-wet), op 31 augustus 1997 verstrijken (zie artikel 6, § 1, van de genoemde wet).

Die motivering is echter slechts pertinent ten aanzien van de bepalingen van het ontwerp welke gesteund zijn op de EEMU-wet (1). Zij is daarentegen niet pertinent in zoverre de adviesaanvraag betrekking heeft op de overige bepalingen van het ontwerp. In zoverre moet dan ook voorbehoud gemaakt worden ten aanzien van de deugdelijkheid van het ingeroepen motief.

Onder dat voorbehoud zal de Raad van State het voor advies voorgelegde ontwerp niettemin in zijn geheel onderzoeken.

2. Doordat een advies binnen drie dagen gevraagd wordt, is het de Raad van State niet mogelijk om het ontwerp in al zijn aspecten te beoordelen.

Het ontwerp wijzigt de wetgeving en de reglementering inzake de sociale zekerheid voor werknemers op tal van punten. Om zich een oordeel te kunnen vormen over o.m. de coherentie van de ontworpen regeling, zou de Raad van State een grondig onderzoek moeten wijden aan de ontworpen bepalingen, gelezen in hun onderlinge samenhang en in samenhang met andere, niet door het ontworpen besluit

(1) Selon le fonctionnaire délégué, tel est le cas des articles 1^{er}, 2 et 15 du projet.

(1) Volgens de gemachtigde ambtenaar is dit het geval voor de artikelen 1, 2 en 15 van het ontwerp.

projet. Un délai de trois jours est insuffisant pour un examen de l'espèce. Le présent avis se limite donc nécessairement à un examen fragmentaire des différentes dispositions du projet.

Formalités

Ainsi que le prévoit l'article 9, alinéa 1^{er}, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions (ci-après : loi de sécurité sociale), disposition qui est également invoquée comme fondement légal du projet, un avis a été émis sur le projet par le Comité de gestion de la sécurité sociale.

La disposition législative susvisée n'exclut pas que l'avis d'autres organes également devait être demandé sur la base de dispositions législatives et réglementaires particulières. L'article 50 de la loi de sécurité sociale part d'ailleurs de cette hypothèse, en prévoyant que le délai pour émettre de tels avis peut être abrégé. En outre, à l'occasion des travaux préparatoires de la loi de sécurité sociale, le Ministre des Affaires sociales a expressément déclaré qu'il y aurait lieu de respecter un nombre de procédures consultatives (1).

En l'espèce, il résulte de l'article 15 de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale que le projet doit en principe être soumis aux organes de gestion des organismes chargés des lois et arrêtés visés dans le projet, ce qui n'a pas été fait. Il conviendrait de soumettre encore le projet à l'avis des organes visés, à moins que le gouvernement n'estime pouvoir, ici aussi, invoquer l'urgence; dans ce dernier cas, il y aurait lieu, dans le préambule, de viser expressément l'article 15 de la loi du 25 avril 1963, ainsi que l'urgence.

Fondement légal

Selon le préambule du projet, il convient de rechercher le fondement légal aux articles 9 et 52 de la loi de sécurité sociale et à l'article 3, § 1^{er}, 4^o, de la loi UEME.

Quant à l'article 52 de la loi de sécurité sociale, il faut observer que cette disposition autorise le Roi à coordonner "les lois qu'il modifie en application de la présente loi, ainsi que les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où ces coordinations seront établies". Selon le fonctionnaire délégué, l'article 52 procurerait le fondement légal des articles 4 et 16 à 23 du projet. Ces derniers articles remplacent une mention du Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale par la mention de l'ONSS-Gestion financière globale.

Toutefois, la simple adaptation de dispositions légales à des modifications résultant d'autres dispositions d'une loi ne peut être considérée comme une coordination au sens de l'article 52, précité (2). L'article 52 ne peut pas, dès lors, être réputé procurer un fondement légal aux dispositions susvisées du projet.

Par contre, il peut être admis que les dispositions du projet trouvent un fondement légal, soit à l'article 9 de la loi de sécurité sociale, soit à l'article 3, § 1^{er}, 4^o, de la loi UEME.

Observations générales

1. Le projet prévoit des modifications, non seulement d'un nombre de lois, arrêtés-lois ou arrêtés ayant force de loi, mais aussi d'un nombre d'arrêtés royaux ordinaires, pris en exécution de lois déterminées (voir les articles 20 à 23 du projet).

Il n'est pas recommandé d'apporter une modification à un arrêté d'exécution ordinaire par la voie d'un arrêté de pouvoirs spéciaux. Il résulte, en effet, de ce procédé que, si le législateur devait confirmer l'arrêté de pouvoirs spéciaux dans son ensemble, les dispositions modifiées de cet arrêté d'exécution ne pourraient plus être modifiées ou abrogées que par la loi ou par un arrêté ayant force de loi.

gewijzigde bepalingen. Voor een dergelijk onderzoek is een termijn van drie dagen te kort. Het voorliggende advies is dan ook noodgedwongen beperkt tot een fragmentarisch onderzoek van de onderscheiden bepalingen van het ontwerp.

Vormvereisten

Zoals bepaald in artikel 9, eerste lid, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels (hierna : wet sociale zekerheid), welke bepaling eveneens wordt ingeroepen als rechtsgrond voor het ontwerp, is over het ontwerp advies gegeven door het Beheerscomité van de sociale zekerheid.

De genoemde wetsbepaling sluit niet uit dat ook nog het advies gevraagd moet worden van andere instanties, op grond van bijzondere bepalingen in wetten of reglementen. Artikel 50 van de wet sociale zekerheid gaat trouwens van die interpretatie uit, waar het bepaalt dat de termijn voor het uitbrengen van zulke adviezen ingekort kan worden. Bovendien heeft de Minister van Sociale Zaken tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet sociale zekerheid uitdrukkelijk verklaard dat een aantal adviesprocedures nageleefd zouden moeten worden (1).

Te dezen volgt uit artikel 15 van de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van de sociale zekerheid en sociale voorzorg dat het ontwerp in beginsel voorgelegd moet worden aan de beheersorganen van de instellingen die belast zijn met de in het ontwerp bedoelde wetten en besluiten. Dit is niet gebeurd. Het ontwerp dient alsnog voor advies aan de bedoelde organen te worden voorgelegd, tenzij de regering meent ook hier een beroep te kunnen doen op het spoedeisend karakter; in dit laatste geval dient in de aanhef uitdrukkelijk verwezen te worden naar artikel 15 van de wet van 25 april 1963 en naar de hoogdringendheid.

Rechtsgrond

Blijkens de aanhef van het ontwerp moet de rechtsgrond gevonden worden in de artikelen 9 en 52 van de wet sociale zekerheid en in artikel 3, § 1, 4^o, van de EEMU-wet.

In verband met artikel 52 van de wet sociale zekerheid moet opgemerkt worden dat die bepaling de Koning machtigt om te voorzien in de coördinatie van "de wetten die Hij met toepassing van deze wet wijzigt, ... alsook (van) de bepalingen waardoor ze uitdrukkelijk of impliciet gewijzigd zouden zijn op het ogenblik van deze coördinatie". Volgens de gemachtigde ambtenaar zou artikel 52 de rechtsgrond bieden voor de artikelen 4 en 16 tot 23 van het ontwerp. Die laatste artikelen vervangen een verwijzing naar het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid door een verwijzing naar de R.S.Z.-Gloobaal Financieel Beheer.

Het loutere aanpassen van wetsbepalingen aan wijzigingen die het gevolg zijn van andere bepalingen van een wet, kan echter niet beschouwd worden als een coördinatie, in de zin van het voornoemde artikel 52 (2). Artikel 52 kan dus niet geacht worden rechtsgrond te bieden voor de genoemde bepalingen van het ontwerp.

Daarentegen kan wel aangenomen worden dat de bepalingen van het ontwerp rechtsgrond vinden, hetzij in artikel 9 van de wet sociale zekerheid, hetzij in artikel 3, § 1, 4^o, van de EEMU-wet.

Algemene opmerkingen

1. Het ontwerp voorziet in wijzigingen, niet enkel van een aantal wetten, besluitwetten of wetskrachtige besluiten, maar ook van een aantal gewone koninklijke besluiten genomen ter uitvoering van bepaalde wetten (zie de artikelen 20 tot 23 van het ontwerp).

Het verdient geen aanbeveling in gewone uitvoeringsbesluiten wijzigingen aan te brengen bij bijzonderemachtenbesluit. Die werkwijze heeft immers tot gevolg dat, als de wetgever het bijzondere machtenbesluit in zijn geheel zou bekrachtigen, de gewijzigde bepalingen van die uitvoeringsbesluiten nog enkel bij wet of wetskrachtig besluit gewijzigd of opgeheven kunnen worden.

(1) Rapport émis au nom de la commission de la Chambre, Doc. parl., Chambre, 1995-96, n° 607-9, p. 145.

(2) Une coordination est un moyen de technique juridique, permettant d'ordonner plusieurs textes, avec leurs modifications, en un ensemble méthodique, avec une terminologie harmonisée et une numérotation continue (H. Coremans et M. Van Damme, *Beginselen van Wetgevingstechniek en behoorlijke regelgeving*, Brugge, 1994, 3e éd., P. 59, n° 100).

(1) Verslag namens de commissie van de Kamer, Parl. St., Kamer, 1995-96, nr. 607-9, blz.145.

(2) Een coördinatie is een technisch-juridisch middel om verscheidene teksten, met wijzigingen, tot een methodisch geheel te ordenen, met onderling aangepaste terminologie en in doorlopende nummering (H. Coremans en M. Van Damme, *Beginselen van wetgevingstechniek en behoorlijke regelgeving*, Brugge, 1994, 3e uitg., P. 59, nr. 100).

2. Le projet devrait être soumis à une révision fondamentale du point de vue de la technique législative. Sans vouloir être complet, l'on peut signaler les imperfections suivantes.

2.1. Si l'intitulé du projet mentionne "la gestion globale de la sécurité sociale", le texte lui-même, par contre, fait toujours état de la "Gestion financière globale (de la sécurité sociale)".

2.2. Il s'avère que, dans les dispositions modificatives du projet, toutes les modifications (encore pertinentes) du texte à modifier ne sont pas toujours mentionnées.

2.3. L'article 24, en projet, de la loi du 29 juin 1981 (article 8 du projet) fait mention de l'"ONSS"; toutefois, ce sigle ne figure pas dans la loi visée.

2.4. Les articles 10 à 12 du projet tendent à modifier le même article. Ces modifications n'ont néanmoins pas été groupées en un seul article.

2.5. L'article 16 du projet ne mentionne pas l'intitulé de la loi du 30 décembre 1988.

2.6. La plupart des dispositions qui remplacent les mots "Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale" par les mots "ONSS-Gestion financière globale", précisent qu'il s'agit de l'ONSS-Gestion financière globale, visée à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 27 juin 1969 (voir les articles 12, 17, 18, 19, 22 et 24 du projet). Par contre, cette précision fait défaut dans les articles 4, 15, 1^o, 20 et 21 du projet.

2.7. Selon l'article 19 du projet, l'article 89, § 3, alinéas 1^{er} et 3, de la loi du 21 décembre 1994 est modifié.

Depuis le remplacement de l'article 89 par la loi du 26 juillet 1996, le paragraphe 3 de cet article ne comporte plus qu'un alinéa. Les mots à remplacer ne figurent plus dans cet alinéa.

Par contre, ces mots figurent à l'article 89, § 2, deuxième tiret. L'intention est sans doute de modifier cette disposition.

Observations particulières

Intitulé

Conformément à l'observation faite au sujet du fondement légal du projet, il conviendrait, dans l'intitulé, d'omettre la mention de l'article 52 de la loi de sécurité sociale.

La même observation vaut pour le premier alinéa du préambule.

Préambule

Conformément à l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la motivation du caractère urgent de la demande d'avis doit être reproduite dans le préambule. L'on remplacera, dès lors, l'avant-dernier alinéa par les alinéas suivants :

« Vu l'urgence motivée par ... (la suite comme dans la demande d'avis);

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 17 juillet 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;».

Article 1^{er}

L'article 2, § 7, alinéa 1^{er}, in fine, en projet, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 (article 1^{er}, 3^o, du projet) détermine chaque fois deux pourcentages à appliquer "selon le cas". Toutefois, l'on n'aperçoit pas quels sont les deux cas visés. Il y aurait lieu de préciser le texte sur ce point (1).

Article 3

Le rapport au Roi se réfère aux "avoirs disponibles dont question sous les points d) et e)". Toutefois, dans le texte même, des "avoirs disponibles" ne sont mentionnés qu'à l'article 5, 2^o, alinéa 3, d, en projet, de la loi du 27 juin 1969.

Cette discordance lui ayant été signalée, le fonctionnaire délégué a déclaré que le rapport au Roi est entaché d'une erreur. Il conviendrait donc de corriger le rapport sur ce point.

(1) Il n'est pas exclu qu'il s'agisse des cas visés à l'article 2, § 2, 2^o, et § 3, 2^o, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945. Cela n'est toutefois nullement certain.

2. Vanuit wetgevingstechnisch oogpunt zou het ontwerp grondig nagekeken moeten worden. Zonder volledigheid na te streven, kan op de volgende onvolkomenheden gewezen worden.

2.1. In het opschrift van het ontwerp is sprake van het "globaal beheer van de sociale zekerheid". In de tekst zelf is daarentegen steeds sprake van het "Globaal Financieel Beheer (van de sociale zekerheid)".

2.2. In de wijzigende bepalingen van het ontwerp blijken alle (nog relevante) wijzigingen van de te wijzigen tekst niet steeds vermeld te worden.

2.3. In het ontworpen artikel 24 van de wet van 29 juni 1981 (artikel 8 van het ontwerp) wordt verwezen naar de "R.S.Z. »; die afkorting komt echter niet voor in de bedoelde wet.

2.4. De artikelen 10 tot 12 van het ontwerp strekken tot de wijziging van hetzelfde artikel. Niettemin zijn die wijzigingen niet in één artikel samengebracht.

2.5. In artikel 16 van het ontwerp wordt het opschrift van de wet van 30 december 1988 niet vermeld.

2.6. In de meeste bepalingen waarbij de woorden "Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid" worden vervangen door "RSZ-Globaal Financieel Beheer", wordt gepreciseerd dat het gaat om de RSZ-Globaal Financieel Beheer, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 2^o, van de wet van 27 juni 1969 (zie de artikelen 12, 17, 18, 19, 22 en 24 van het ontwerp). Die precisering komt daarentegen niet voor in de artikelen 4, 15, 1^o, 20 en 21 van het ontwerp.

2.7. Volgens artikel 19 van het ontwerp wordt artikel 89, § 3, eerste en derde lid, van de wet van 21 december 1994 gewijzigd.

Sinds de vervanging van artikel 89 bij de wet van 26 juli 1996 bestaat paragraaf 3 daarvan nog slechts uit één lid. De te vervangen woorden komen in dat lid niet voor.

Die woorden komen wel voor in artikel 89, § 2, tweede streepje. Wellicht is het de bedoeling dat die bepaling gewijzigd wordt.

Bijzondere opmerkingen

Opschrift

Overeenkomstig hetgeen opgemerkt werd i.v.m. de rechtsgrond van het ontwerp, dient in het opschrift de verwijzing naar artikel 52 van de wet sociale zekerheid te worden weggelaten.

Dezelfde opmerking geldt voor het eerste lid van de aanhef.

Aanhef

Volgens artikel 84, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State dient de motivering van het spoedeisend karakter van de adviesaanvraag in de aanhef te worden overgenomen. Men vervange derhalve het voorlaatste lid door de volgende leden :

« Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door ... (verder zoals in de adviesaanvraag);

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 17 juli 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;».

Artikel 1

In het ontworpen artikel 2, § 7, eerste lid, in fine, van de besluitwet van 10 januari 1945 (artikel 1, 3^o, van het ontwerp) worden telkens twee percentages bepaald die, "naargelang het geval", toegepast moeten worden. Het is echter niet duidelijk welke twee gevallen beoogd worden. De tekst zou op dit punt verduidelijkt moeten worden (1).

Artikel 3

In het verslag aan de Koning wordt verwezen naar "de beschikbare tegoeden waarvan sprake is onder de punten d) en e)". In de tekst zelf worden "beschikbare tegoeden" echter enkel vermeld in het ontworpen artikel 5, 2^o, derde lid, d, van de wet van 27 juni 1969.

Gewezen op deze discrepantie, heeft de gemachtigde ambtenaar verklaard dat het verslag aan de Koning door een vergissing is aangetast. Het verslag dient op dit punt dan ook gecorrigeerd te worden.

(1) Het is niet uitgesloten dat het gaat om de gevallen bedoeld in artikel 2, § 2, 2^o, en § 3, 2^o, van de besluitwet van 10 januari 1945. Zeker is dat echter geenszins.

Article 6

Selon le rapport au Roi, "le but est de mettre un terme à la compétence d'emprunt des régimes et des branches, visés à l'article 21, § 2 (en projet, de la loi du 29 juin 1981), et de réserver celle-ci uniquement à la Gestion financière globale".

Il ressort à suffisance du texte que l'ONSS-Gestion financière globale peut contracter des emprunts, dont le produit est destiné à la gestion financière globale (article 22, § 2, a, avant-dernier tiret). Toutefois, il n'est pas prévu que, dans le cadre des régimes et branches de la sécurité sociale, visés à l'article 21, § 2, en projet les organismes de sécurité sociale ne pourront plus contracter d'emprunts. Il semble au Conseil d'Etat que l'intention des auteurs du projet n'est pas exprimée de la sorte.

Article 13

Cet article tend à remplacer l'article 39, § 6, de la loi du 29 juin 1981. L'alinéa 2 actuel de cette disposition est intégralement omis.

Cet alinéa 2 constitue actuellement le fondement légal du transfert des montants qui y sont visés à l'Office national de sécurité sociale. Le Conseil d'Etat se demande si, après l'omission de cet alinéa, il existera encore une disposition prescrivant le transfert visé. En effet, les dispositions en projet des arrêtés-lois du 10 janvier 1945 et du 7 février 1945, relatives au versement de certains produits à l'ONSS-Gestion financière globale, respectivement par le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs et par la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge (article 2, § 7, alinéa 2, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945, article 1^{er} du projet; article 3, § 6, alinéa 2, de l'arrêté-loi du 7 février 1945, article 2 du projet), semblent ne pas prévoir le transfert du produit de la retenue visée à l'article 39 de la loi du 29 juin 1981.

Le transfert du produit visé reste requis en tout état de cause, pour que ce produit puisse être affecté au financement des régimes de la Gestion financière globale (article 39, § 6, en projet; voir également l'article 22, § 2, a, cinquième tiret, en projet, de la loi du 29 juin 1981, article 6 du projet). Les auteurs du projet devraient dès lors s'interroger sur le point de savoir si le maintien de l'alinéa 2 de l'article 39, § 6, ne s'impose pas, et si, en d'autres termes, il ne serait pas judicieux de ne remplacer que l'alinéa 1^{er} de cette disposition.

Article 14

L'article 39bis, § 2, alinéa 2, en projet, de la loi du 29 juin 1981 érige en principe que les régimes et les branches concernés de la sécurité sociale mettent, pour une durée indéterminée, à la disposition "de l'ONSS-Gestion financière" (1) globale les réserves propres sans intérêts.

L'article 39bis, § 2, alinéa 3, en projet, dispose en outre que le Roi peut fixer les modalités pour la mise à la disposition des réserves. Enfin, l'article 39bis, § 2, alinéa 4, en projet, dispose que le Roi peut imposer à l'ONSS-Gestion financière globale de remettre la totalité ou une partie des réserves à la disposition des régimes et des branches concernés.

Il résulte de la délégation ainsi accordée au Roi que ce dernier pourrait restreindre ou neutraliser le régime instauré par l'arrêté en projet, sans qu'une confirmation par le législateur soit requise à cet effet. Pareille délégation excède les limites des pouvoirs spéciaux dont le Roi dispose sur la base de l'article 9 de la loi de sécurité sociale. Pour que la délégation soit licite, l'arrêté en projet devrait prévoir à tout le moins les critères sur lesquels le Roi devrait se baser pour prendre un arrêté d'exécution.

Article 15

L'article 1^{er}, § 5, en projet, de la loi du 1^{er} août 1985 mentionne le produit de la cotisation globale, visée à l'article 23, alinéa 4 (en projet), de la loi du 29 juin 1981.

L'on n'aperçoit pas la portée de cette disposition. En effet, il ressort déjà de l'article 23, alinéa 4, en projet, lui-même (article 7 du projet) que le produit de la cotisation visée est destiné à la Gestion financière globale.

(1) Il y a, sur ce point, une discordance entre le texte français (« ONSS-Gestion financière globale ») et le texte néerlandais (« Globaal Financieel Beheer »).

Artikel 6

Volgens het verslag aan de Koning is het de bedoeling "dat de leningsbevoegdheid van de regelingen en takken, bedoeld in (het ontworpen) artikel 21, § 2, (van de wet van 29 juni 1981), wordt opgeheven, en enkel wordt toegekend aan het Globaal Financieel Beheer".

Uit de tekst blijkt voldoende duidelijk dat de R.S.Z.-Globaal Financieel Beheer leningen kan sluiten, waarvan de opbrengst gaat naar het Globaal Financieel Beheer (ontworpen artikel 22, § 2, a, voorlaatste streepje). Er wordt echter niet bepaald dat de socialezekerheidsinstellingen, in het kader van de regelingen en takken van de sociale zekerheid bedoeld in het ontworpen artikel 21, § 2, geen leningen meer kunnen sluiten. Het komt de Raad van State voor dat de bedoeling van de stellers van het ontwerp aldus niet tot uiting komt.

Artikel 13

Dit artikel strekt tot de vervanging van artikel 39, § 6, van de wet van 29 juni 1981. Het bestaande tweede lid van die bepaling wordt daarbij helemaal weggelaten.

Dat tweede lid vormt thans de rechtsgrond voor de overdracht van de erin bedoelde bedragen aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid. De Raad van State vraagt zich af of er, na de weglating van dat lid, nog wel een bepaling is die de bedoelde overdracht oplegt. De ontworpen bepalingen van de besluitwetten van 10 januari 1945 en 7 februari 1945 i.v.m. het storten van bepaalde opbrengsten aan de R.S.Z.-Globaal Financieel Beheer, respectievelijk door het Nationale Pensioenfonds voor mijnwerkers en de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden (artikel 2, § 7, tweede lid, van de besluitwet van 10 januari 1945, artikel 1 van het ontwerp; artikel 3, § 6, tweede lid, van de besluitwet van 7 februari 1945, artikel 2 van het ontwerp), lijken immers niet te voorzien in de overdracht van de opbrengst van de inhouding bedoeld in artikel 39 van de wet van 29 juni 1981.

De overdracht van de bedoelde opbrengst blijft in elk geval vereist, opdat die opbrengst aangewend zou kunnen worden voor de financiering van de regelingen van het Globaal Financieel Beheer (ontworpen artikel 39, § 6; zie ook ontworpen artikel 22, § 2, a, vijfde streepje van de wet van 29 juni 1981, artikel 6 van het ontwerp). De stellers van het ontwerp moeten zich dan ook afvragen of het niet nodig is het tweede lid van artikel 39, § 6, te handhaven, en of het m.a.w. niet geraden is alleen het eerste lid van die bepaling te vervangen.

Artikel 14

Het ontworpen artikel 39bis, § 2, tweede lid, van de wet van 29 juni 1981 stelt als beginsel dat de betrokken regelingen en takken van de sociale zekerheid hun eventuele eigen reserves voor onbepaalde duur en renteloos ter beschikking stellen "van het Globaal Financieel Beheer" (1).

Het ontworpen artikel 39bis, § 2, derde lid, bepaalt verder dat de Koning de nadere regelen kan vaststellen voor het ter beschikking stellen van de reserves. Het ontworpen artikel 39bis, § 2, vierde lid, ten slotte bepaalt dat de Koning aan de R.S.Z.-Globaal Financieel Beheer kan opleggen om het geheel of een gedeelte van de reserves opnieuw ter beschikking te stellen van de betrokken regelingen en takken.

De delegatie die aldus aan de Koning verleend wordt, heeft tot gevolg dat de Koning de door het ontworpen besluit opgezette regeling zou kunnen beperken of ongedaan zou kunnen maken, zonder dat daarvoor een bekrachtiging van de wetgever vereist zou zijn. Een dergelijke delegatie gaat de perken te buiten van de bijzondere machten waarover de Koning op grond van artikel 9 van de wet sociale zekerheid beschikt. Opdat de delegatie geoorloofd zou zijn, zouden in het ontworpen besluit minstens de criteria bepaald moeten worden waardoor de Koning zich, bij het nemen van een uitvoeringsbesluit, zou moeten laten leiden.

Artikel 15

Het ontworpen artikel 1, § 5, van de wet van 1 augustus 1985 verwijst naar de opbrengst van de globale bijdrage bedoeld in (het ontworpen) artikel 23, vierde lid, van de wet van 29 juni 1981.

Het is niet duidelijk welke de draagwijdte is van die bepaling. Dat de opbrengst van de bedoelde bijdrage bestemd is voor het Globaal Financieel Beheer, blijkt immers reeds uit het ontworpen artikel 23, vierde lid, zelf (artikel 7 van het ontwerp).

(1) Op dit punt stemmen de Nederlandse tekst (« Globaal Financieel Beheer ») en de Franse tekst (« ONSS-Gestion financière globale ») niet overeen.

En outre, le texte de la disposition en projet semble ne pas concorder avec le rapport au Roi. En effet, selon ce rapport, il devrait apparaître de l'article 15 du projet que le produit de la cotisation globale de l'Office national de sécurité sociale des services publics locaux et provinciaux revient à la Gestion financière globale.

Il conviendrait de préciser et, le cas échéant, de rectifier le texte.

Article 19

L'attention des auteurs du projet est attirée sur le fait que le Fonds pour l'équilibre de la sécurité sociale est mentionné, non seulement à l'article 89 de la loi du 21 décembre 1994, mais aussi à l'article 90 de cette loi.

Il semble donc y avoir lieu d'adapter également cet article 90.

La chambre était composée de :

MM. :

W. Deroover, président de chambre;

D. Albrecht, P. Lemmens, conseillers d'Etat;

M. A. Alen, Mme Y. Merchiers, assesseurs de la section législation;

Mme A. Beckers, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Lemmens.

Le rapport a été présenté par M. L. Vermeire, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. E. Vanherck, référendaire.

Le greffier,

A. Beckers.

Le président,

W. Deroover.

8 AOUT 1997. — Arrêté royal portant des mesures en vue du développement de la gestion globale, en application de l'article 9 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4^o de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, notamment l'article 9;

Vu la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, notamment l'article 3, § 1^{er}, 4^o;

Vu l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, notamment l'article 2, tel qu'il a été ultérieurement modifié;

Vu l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, notamment l'article 3, tel qu'il a été ultérieurement modifié;

Vu la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment les articles 5, remplacé par la loi du 30 mars 1994 et 17, tel qu'il a été ultérieurement modifié;

Vu la loi du 10 avril 1971 sur les accidents de travail, notamment l'article 59, 9^o, remplacé par la loi du 30 mars 1994 et modifié par l'arrêté royal du 16 décembre 1996;

Vu la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, telle qu'elle a été ultérieurement modifiée;

Vu la loi du 1^{er} août 1985 portant des dispositions sociales, notamment l'article 1^{er}, modifié par les arrêtés royaux n^o 474 du 28 octobre 1986 et n^o 502 du 31 décembre 1986 et les lois des 7 novembre 1987, 22 décembre 1989, 20 juillet 1991 et 30 mars 1994;

Vu la loi du 30 décembre 1988, notamment l'article 3;

Vu la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, notamment les articles 109, § 3 et 110, modifié par la loi du 20 décembre 1995;

Vu la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, notamment l'article 89, § 3, modifié par la loi du 20 décembre 1995;

Bovendien lijkt de tekst van de ontworpen bepaling niet overeen te stemmen met het verslag aan de Koning. Volgens dat verslag zou uit artikel 15 van het ontwerp immers moeten blijken dat de opbrengst van de globale bijdrage van de Rijksdienst voor de sociale zekerheid van de plaatselijke en provinciale overheidsdiensten, ten goede komt aan het Globaal Financieel Beheer.

De tekst zou verduidelijkt en eventueel verbeterd moeten worden.

Artikel 19

De aandacht van de stellers van het ontwerp wordt gevestigd op het feit dat niet enkel in artikel 89 van de wet van 21 december 1994, maar ook in artikel 90 van die wet sprake is van het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid.

Ook dat artikel 90 lijkt dus aangepast te moeten worden.

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

W. Deroover, kamervoorzitter;

D. Albrecht, P. Lemmens, staatsraden;

A. Alen, Mevr. Y. Merchiers, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. A. Beckers, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. Lemmens.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. Vermeire, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. E. Vanherck, referendaris.

De griffier,

A. Beckers.

De voorzitter,

W. Deroover.

8 AUGUSTUS 1997. — Koninklijk besluit houdende maatregelen met het oog op de uitbouw van het globaal beheer, met toepassing van artikel 9 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4^o van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, inzonderheid op artikel 3, § 1, 4^o;

Gelet op de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden, inzonderheid op artikel 2, zoals het later werd gewijzigd;

Gelet op de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij, inzonderheid op artikel 3, zoals het later werd gewijzigd;

Gelet op de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op de artikelen 5, vervangen door de wet van 30 maart 1994 en 17, zoals het later werd gewijzigd;

Gelet op de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, inzonderheid op artikel 59, 9^o, vervangen door de wet van 30 maart 1994 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 december 1996;

Gelet op de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, zoals hij later werd gewijzigd;

Gelet op de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 474 van 28 oktober 1986 en nr. 502 van 31 december 1986 en de wetten van 7 november 1987, 22 december 1989, 20 juli 1991 en 30 maart 1994;

Gelet op de wet van 30 december 1988, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op de artikelen 109, § 3 en 110, gewijzigd bij de wet van 20 december 1995;

Gelet op de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, inzonderheid op artikel 89, § 3, gewijzigd bij de wet van 20 december 1995;

Vu l'arrêté royal du 21 janvier 1987 portant de nouvelles mesures en vue de promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand, notamment l'article 5, alinéa 1^{er}, remplacé par l'arrêté royal du 6 avril 1995;

Vu l'arrêté royal du 22 septembre 1989 portant promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand, notamment l'article 6, remplacé par l'arrêté royal du 27 août 1993;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 1991 portant affectation du produit des versements inscrits au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale, notamment les articles 1^{er} et 2;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant des mesures en vue de l'instauration d'une cotisation de solidarité pour l'occupation d'étudiants non assujettis au régime de la sécurité sociale des travailleurs salariés, en application de l'article 3, § 1^{er}, 4^o de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, notamment l'article 1^{er}, § 4;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 juillet 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 1997; ;

Vu l'avis du Comité de gestion de la sécurité sociale du 9 juillet 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, inséré par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait que la coordination de certaines dispositions légales et réglementaires relatives à la gestion globale reprise dans le projet d'arrêté royal ne peut être réalisée que sur base de l'article 3, § 1^{er}, 4^o de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne et qu'il convient dès lors que le projet d'arrêté royal soit définitivement approuvé par le Conseil des Ministres du 25 juillet 1997 pour être publié avant le 31 août 1997;

La référence à la loi du 26 juillet 1996 précitée se justifie entre autres, par le fait que l'arrêté royal améliore la transparence du système de la gestion globale et optimise l'utilisation des moyens financiers;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné dans un délai de trois jours;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans le § 3, alinéa 1^{er}, 7^o, inséré par l'arrêté royal n^o 214 du 30 septembre 1983, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Le produit de la cotisation de 1,60 p.c. est affecté au financement des régimes de la Gestion globale, visés à l'article 21, § 2 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés. » .

2^o dans le § 3bis, inséré par l'arrêté royal n^o 401 du 18 avril 1986 et modifié par la loi du 30 décembre 1988, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par l'alinéa suivant :

« Le produit de la cotisation de modération salariale est utilisé pour le financement des régimes de la Gestion globale, visés à l'article 21, § 2 de la loi du 29 juin 1981 précitée. » .

3^o le § 7, modifié par les lois des 22 décembre 1989 et 26 juin 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Les cotisations visées à l'article 2, §§ 2, 1^o à 4^o et 3, 1^o à 5^o, et les cotisations, visées à l'article 59ter, § 1^{er} de la loi sur les accidents du travail du 10 avril 1971 et à l'article 57 des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, sont rassemblées en une cotisation globale en vue de la répartition entre les régimes et branches visés à l'article 21, § 2 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés. Le taux de la cotisation globale s'élève, selon le

Gelet op het koninklijk besluit van 21 januari 1987 houdende nieuwe maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector, inzonderheid op artikel 5, eerste lid, vervangen door het koninklijk besluit van 6 april 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 september 1989 tot bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector, inzonderheid op artikel 6, vervangen door het koninklijk besluit van 27 augustus 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 1991 houdende toewijzing van de opbrengst van de stortingen ingeschreven op het Fonds voor het Financieel Evenwicht van de sociale zekerheid, inzonderheid op de artikelen 1 en 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1996 houdende maatregelen met het oog op de invoering van een solidariteitsbijdrage op de tewerkstelling van studenten die niet onderworpen zijn aan het stelsel van sociale zekerheid van de werknemers, met toepassing van artikel 3, § 1, 4^o van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, inzonderheid op artikel 1, § 4;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 juli 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 11 juli 1997;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de sociale zekerheid van 9 juli 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 84, eerste lid, 2^o, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de hoogdringendheid wegens het feit dat de coördinatie van bepaalde wettelijke en reglementaire bepalingen inzake het globaal beheer vervat in het ontwerp van koninklijk besluit slechts kan worden gerealiseerd op grond van artikel 3, § 1, 4^o van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie en dat het koninklijk besluit daarom door de Ministerraad van 25 juli 1997 definitief moet worden goedgekeurd om voor 31 augustus 1997 te worden bekendgemaakt;

De verwijzing naar voornoemde wet van 26 juli 1996 wordt onder meer gerechtvaardigd doordat het koninklijk besluit de transparantie van het systeem van globaal beheer verhoogt en de aanwending van de financiële middelen optimaliseert;

Gelet op het binnen een termijn van drie dagen gegeven advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 2 van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in § 3, eerste lid, 7^o, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 214 van 30 september 1983, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« De opbrengst van de bijdrage van 1,60 pct. wordt aangewend voor de financiering van de regelingen van het Globaal Beheer, bedoeld in artikel 21, § 2, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers. » .

2^o in § 3bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 401 van 18 april 1986 en gewijzigd bij de wet van 30 december 1988, worden de leden 3 en 4 vervangen door het volgende lid :

« De opbrengst van de loonmatigingsbijdrage wordt aangewend voor de financiering van de regelingen van het Globaal Beheer, bedoeld in artikel 21, § 2, van voormelde wet van 29 juni 1981. » .

3^o § 7, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1989 en 26 juni 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De bijdragen bedoeld in artikel 2, §§ 2, 1^o tot 4^o en 3, 1^o tot 5^o en de bijdragen, bedoeld in artikel 59ter, § 1 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 en in artikel 57 van de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970, worden met het oog op de verdeling onder de regelingen en takken bedoeld in artikel 21, § 2 van de wet van 29 juni 1981 houdende algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers samengevoegd tot een globale bijdrage. De globale bijdragenvoet bedraagt, naargelang

cas, à 39,27 p.c. ou 36,77 p.c. de la rémunération de l'ouvrier, dont 15,12 p.c. ou 14,12 p.c. à charge de l'ouvrier et 24,15 p.c. ou 22,65 p.c. à charge de l'employeur.

Après prélèvement des frais d'administration, le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs verse à l'ONSS-Gestion globale le produit des cotisations globalisées, conformément à l'alinéa 1^{er}, et des cotisations, visées aux §§ 3, alinéa 1^{er}, 7^o et 3bis.

En ce qui concerne les cotisations relatives au régime des vacances annuelles et aux congés complémentaires des ouvriers occupés au fond des mines de houille, le Fonds les affecte conformément aux dispositions déterminant l'application de ces régimes. » .

Art. 2. A l'article 3 de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 3, alinéa 1^{er}, 7^o, inséré par l'arrêté royal n° 214 du 30 septembre 1983, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Le produit de la cotisation de 1,60 p.c. est affecté au financement des régimes de la Gestion globale, visés à l'article 21, § 2 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés. » .

2° le § 6, remplacé par l'arrêté royal du 29 mars 1985 et modifié par les arrêtés royaux des 19 mai 1995 et 18 février 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« § 6. Les cotisations visées à l'article 3, §§ 2, 1° à 4° et 3, 1° à 5°, et les cotisations, visées à l'article 59ter, § 1^{er} de la loi sur les accidents du travail du 10 avril 1971 et à l'article 57 des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, sont rassemblées en une cotisation globale en vue de la répartition entre les régimes et branches visés à l'article 21, § 2 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés. Le taux de la cotisation globale s'élève à 39,71 p.c. de la rémunération du marin, dont 14,52 p.c. à charge du marin et 25,19 p.c. à charge de l'armateur.

Après prélèvement des frais d'administration, la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins verse à l'ONSS-Gestion globale le produit des cotisations globalisées, conformément à l'alinéa 1^{er}, et de la cotisation, visée au § 3, alinéa 1^{er}, 7^o, et au Service de compensation pour les congés payés des marins, les cotisations visées au § 3, 6° ou à l'Office national des vacances annuelles la part destinée à la constitution du pécule de vacances concernant les travailleurs visés à l'article 2quater. » .

Art. 3. L'article 5 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, remplacé par la loi du 30 mars 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. L'Office national de sécurité sociale, institué par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, est chargé :

1° de percevoir les cotisations des employeurs et des travailleurs en vue de contribuer au financement des régimes suivants :

- a) les indemnités dues en exécution de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités;
- b) les allocations de chômage;
- c) les pensions de retraite et de survie;
- d) les allocations du chef d'accidents de travail et de maladies professionnelles;
- e) les prestations de santé dues en exécution de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités;

f) les prestations familiales;

g) les allocations de vacances annuelles;

2° d'assurer la Gestion globale ainsi que de promouvoir la transparence et l'efficacité du financement de celle-ci.

Dans l'exercice de cette tâche, l'Office est désigné comme "l'ONSS-Gestion globale".

Pour ce faire, il veille entre autres, sous la surveillance du Comité de gestion de la sécurité sociale, à :

- a) effectuer la répartition des recettes globalisées, visées à l'article 22, § 2, a) de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, sur base des besoins de trésorerie à financer tels que visés à l'article 24, § 1^{er} de la loi du 29 juin 1981 susmentionnée;

het geval, 39,27 pct. of 36,77 pct. van het loon van de arbeider, waarvan 15,12 pct. of 14,12 pct. ten laste van de arbeider en 24,15 pct. of 22,65 pct. ten laste van de werkgever.

Na voorafneming van de bestuurskosten stort het Nationale Pensioenfonds voor mijnwerkers aan de RSZ-Globaal Beheer de opbrengst van de overeenkomstig het eerste lid geglobaliseerde bijdragen en van de bijdragen, bedoeld in §§ 3, eerste lid, 7^o en 3bis.

Wat de bijdragen betreft bestemd voor de regeling van de jaarlijkse vakantie en van de bijkomende vakantie voor de arbeiders tewerkgesteld in de ondergrond van de steenkolenmijnen, geeft het Fonds hieraan de bestemming overeenkomstig de regelen welke de toepassing van deze regelingen bepalen. » .

Art. 2. In artikel 3 van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3, eerste lid, 7^o, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 214 van 30 september 1983, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« De opbrengst van de bijdrage van 1,60 pct. wordt aangewend voor de financiering van de regelingen van het Globaal Beheer, bedoeld in artikel 21, § 2, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers. » .

2° § 6, vervangen door het koninklijk besluit van 29 maart 1985 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 mei 1995 en 18 februari 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 6. De bijdragen bedoeld in artikel 3, §§ 2, 1° tot 4° en 3, 1° tot 5° en de bijdragen, bedoeld in artikel 59ter, § 1 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 en in artikel 57 van de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970, worden met het oog op de verdeling onder de regelingen en takken bedoeld in artikel 21, § 2 van de wet van 29 juni 1981 houdende algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers samengevoegd tot een globale bijdrage. De globale bijdragen voet bedraagt 39,71 pct. van het loon van de zeeman, waarvan 14,52 pct. ten laste van de zeeman en 25,19 pct. ten laste van de reder.

Na voorafneming van de bestuurskosten stort de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden aan de RSZ-Globaal Beheer de opbrengst van de overeenkomstig het eerste lid geglobaliseerde bijdragen en van de bijdrage, bedoeld in § 3, eerste lid, 7^o, en aan de Compensatiedienst voor betaald verlof van de zeelieden de bijdragen bedoeld in § 3, 6° of aan de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie het gedeelte bestemd voor de samenstelling van het vakantiegeld voor de werknemers bedoeld in artikel 2quater. » .

Art. 3. Artikel 5 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, vervangen door de wet van 30 maart 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 5. De Rijksdienst voor sociale zekerheid, opgericht door de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der werknemers, heeft tot taak :

1° de bijdragen van de werkgevers en de werknemers te innen ten einde bij te dragen tot de financiering van de regelingen betreffende :

- a) de uitkeringen verschuldigd in uitvoering van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen;
- b) de werkloosheidsuitkeringen;
- c) de rust- en overlevingspensioenen;
- d) de uitkeringen uit hoofde van arbeidsongevallen en beroepsziekten;
- e) de geneeskundige verstrekkingen verschuldigd in uitvoering van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen;

f) de gezinsbijslagen;

g) de jaarlijkse vakantie-uitkeringen;

2° het Globaal Beheer te verzekeren en bij te dragen tot de doorzichtigheid en de doeltreffendheid van de financiering ervan.

In de uitoefening van deze taak wordt de Rijksdienst aangeduid als "de R.S.Z.-Globaal Beheer".

Te dien einde zorgt hij, onder het gezag van het Beheerscomité van de sociale zekerheid, onder andere voor :

- a) de verdeling van de geglobaliseerde inkomsten, bedoeld bij artikel 22, § 2, a) van de wet van 29 juni 1981, houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, op basis van de te financieren thesauriebehoeften zoals bedoeld in artikel 24, § 1 van voornoemde wet van 29 juni 1981;

b) soumettre au Gouvernement, en vue de l'élaboration du budget et du contrôle budgétaire, un rapport sur l'évolution des dépenses et des recettes dans une perspective pluri-annuelle, les options politiques prioritaires et la façon dont un équilibre financier durable de l'ensemble des régimes peut être assuré;

c) suivre l'évolution de l'ensemble des recettes et dépenses sur la base des données transmises par les institutions publiques de sécurité sociale concernées;

d) mettre en oeuvre une gestion de trésorerie commune et la gestion des avoirs disponibles qui appartiennent à la Gestion globale. » .

Art. 4. A l'article 59, 9°, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, inséré par l'arrêté royal du 16 décembre 1996, les mots "le Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale" sont remplacés par les mots "L'ONSS-Gestion globale".

Art. 5. L'article 21 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 21. § 1^{er}. La sécurité sociale des travailleurs comprend les régimes suivants :

1° les indemnités dues en exécution de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités;

2° les allocations de chômage;

3° les pensions de retraite et de survie;

4° les allocations du chef d'accidents de travail et de maladie professionnelles;

5° les prestations de santé dues en exécution de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités;

6° les prestations familiales;

7° les allocations de vacances annuelles.

§ 2. La Gestion globale concerne les régimes et les branches suivants :

1° l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités

- secteur des soins de santé;

- secteur des indemnités;

2° les indemnités de chômage, en ce compris les prépensions et les interruptions de carrière;

3° les pensions de retraite et de survie, à l'exclusion des régimes de capitalisation;

4° les indemnités du chef d'accidents du travail, gérées par le Fonds des accidents du travail, à l'exclusion du système de capitalisation;

5° les indemnités du chef de maladies professionnelles, hormis pour le personnel des administrations provinciales et locales;

6° les allocations familiales, hormis pour le personnel des administrations provinciales et locales.

7° les pensions d'invalidité au profit des ouvriers mineurs et assimilés. » .

Art. 6. L'article 22 de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 22. § 1^{er}. Les moyens financiers de la sécurité sociale proviennent :

- de la solidarité des travailleurs et des employeurs sous forme de cotisations de sécurité sociale;

- de la solidarité nationale sous forme de subventions de l'Etat;

- des recettes à déterminer par ou en vertu de la loi;

- des legs, emprunts, intérêts de capitaux.

Sans préjudice d'une cotisation de solidarité, des lois particulières s'appliquent aux accidents du travail et aux maladies professionnelles.

§ 2. Les moyens financiers de la Gestion globale, visée à l'article 21, § 2 proviennent de :

a) recettes de la Gestion globale qui sont globalisées :

- le produit de la cotisation globale, visée à l'article 23, alinéa 4, à l'article 1^{er}, § 5 de la loi du 1 août 1985 portant des dispositions sociales, à l'article 2, § 7, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et à l'article 3, § 6 de

b) het voorleggen aan de Regering, met het oog op de opstelling van de begrotingen en de begrotingscontrole, van een rapport met betrekking tot de ontwikkeling van de ontvangsten en uitgaven in een meerjarenperspectief, de prioritaire beleidslijnen en de wijze waarop het evenwicht van het geheel der regelingen verzekerd kan worden;

c) het opvolgen van het geheel van de inkomsten en uitgaven op grond van de gegevens uitgaande van de betrokken openbare instellingen voor sociale zekerheid;

d) het voeren van een gemeenschappelijk thesauriebeheer en het beheren van de beschikbare tegoeden, die toebehoren aan het Globaal Beheer. » .

Art. 4. In artikel 59, 9°, tweede lid, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 december 1996, worden de woorden "het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid" vervangen door de woorden "de RSZ-Globaal Beheer".

Art. 5. Artikel 21 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 21. § 1. De sociale zekerheid der werknemers omvat de hierna volgende regelingen :

1° de uitkeringen verschuldigd in uitvoering van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen;

2° de werkloosheidsuitkeringen;

3° de rust- en overlevingspensioenen;

4° de uitkeringen uit hoofde van arbeidsongevallen en beroepsziekten;

5° de geneeskundige verstrekkingen verschuldigd in uitvoering van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen;

6° de gezinsbijslag;

7° de jaarlijkse vakantie-uitkeringen.

§ 2. Het Globaal Beheer betreft de hierna vermelde regelingen en takken :

1° de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen

- tak geneeskundige verzorging;

- tak uitkeringen;

2° de werkloosheidsuitkeringen, inclusief de uitkeringen voor brugpensioenen en voor loopbaanonderbrekingen;

3° de rust- en overlevingspensioenen, met uitsluiting van de kapitalisatiestelsels;

4° de uitkeringen uit hoofde van arbeidsongevallen, beheerd door het Fonds voor Arbeidsongevallen, met uitsluiting van het kapitalisatiestelsel;

5° de uitkeringen uit hoofde van beroepsziekten, behalve voor het personeel van de plaatselijke en provinciale overheidsbesturen;

6° de gezinsbijslag, behalve voor het personeel van de plaatselijke en provinciale overheidsbesturen.

7° de invaliditeitspensioenen ten voordele van de mijnwerkers en er mee gelijkgestelden. » .

Art. 6. Artikel 22 van dezelfde wet, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 22. § 1. De geldmiddelen van de sociale zekerheid komen voort uit :

- de solidariteit van de werkgevers en de werknemers in de vorm van sociale zekerheidsbijdragen;

- de nationale solidariteit in de vorm van rijkstoelagen;

- de inkomsten te bepalen door of krachtens de wet;

- de legaten, leningen, interesten van kapitalen.

Onverminderd een solidariteitsbijdrage, gelden bijzondere wetten voor arbeidsongevallen en beroepsziekten.

§ 2. De geldmiddelen van het Globaal Beheer, bedoeld in artikel 21, § 2 komen voort van :

a) inkomsten van het Globaal Beheer, die geglobaliseerd worden :

- de opbrengst van de globale bijdrage bedoeld in artikel 23, vierde lid, in artikel 1, § 5 van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, in artikel 2, § 7, van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en

l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande;

- le produit de la cotisation, visée à l'article 38, § 3, alinéa 1^{er}, 9°, à l'article 2, § 3, alinéa 1^{er}, 7°, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et à l'article 3, § 3, alinéa 1^{er}, 7°, de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande;

- le produit de la cotisation de modération salariale, visée à l'article 38, § 3bis et à l'article 2, § 3bis, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés;

- le produit de la cotisation spéciale, visée à l'article 38, § 3ter, à l'article 2, § 3ter de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et à l'article 3, § 3ter de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande;

- le produit de la retenue sur le double pécule de vacances, visée à l'article 39;

- le produit de la cotisation spéciale pour la sécurité sociale, visée aux articles 106 à 112 inclus de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales;

- le produit de la cotisation spéciale à charge de l'employeur sur la répression conventionnelle, visée à l'article 141 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales;

- le produit de la cotisation patronale mensuelle compensatoire particulière, visée à l'article 11 de la loi du 3 avril 1995 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi;

- le produit de la cotisation particulière, visée à l'article 2 de l'arrêté royal du 27 novembre 1996 instaurant une cotisation patronale particulière en vue de financer le régime du chômage temporaire et du complément d'ancienneté pour les chômeurs âgés, en application de l'article 3, § 1^{er}, 4° de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne;

- le produit du financement alternatif visé à l'article 89 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses;

- le produit de la cotisation de solidarité pour l'utilisation personnelle d'un véhicule mis à la disposition par l'employeur, visée à l'article 38, § 3quater;

- le produit de la cotisation de solidarité pour l'occupation d'étudiants non assujettis au régime de la sécurité sociale des travailleurs salariés, visée à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant des mesures en vue de l'introduction d'une cotisation de solidarité pour l'occupation d'étudiants non assujettis au régime de la sécurité sociale des travailleurs salariés;

- le produit des interventions de l'Etat versées à l'ONSS-Gestion globale;

- le produit d'autres versements effectués à l'ONSS-Gestion globale sur base de dispositions légales et réglementaires;

- le produit des placements de l'ONSS-Gestion globale;

- le produit d'emprunts conclus par l'ONSS-Gestion globale;

- le produit de legs et de dons à l'ONSS-Gestion globale;

b) recettes propres des régimes et des branches, visés à l'article 21, § 2, qui ne sont pas globalisées :

- le produit des cotisations perçues directement par un des régimes de la Gestion globale, visés à l'article 21, § 2;

- le produit des interventions particulières de l'Etat versées directement à un des régimes de la Gestion globale, visés à l'article 21, § 2;

- le produit des avoirs sur compte provenant des versements qui dépassent le montant des besoins de trésorerie journaliers à financer, des régimes de la Gestion globale, visés à l'article 21, § 2;

- le produit d'autres versements effectués sur base de dispositions légales et réglementaires à un des régimes de la Gestion globale, visés à l'article 21, § 2;

- le produit de recouvrements et d'amendes d'un des régimes de la Gestion globale, visés à l'article 21, § 2;

ermee gelijkgestelden en in artikel 3, § 6 van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden der koopvaardij;

- de opbrengst van de bijdrage, bedoeld in artikel 38, § 3, eerste lid, 9°, in artikel 2, § 3, eerste lid, 7°, van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden en in artikel 3, § 3, eerste lid, 7°, van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden der koopvaardij;

- de opbrengst van de loonmatigingsbijdrage, bedoeld in artikel 38, § 3bis en in artikel 2, § 3bis, van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden;

- de opbrengst van de bijzondere bijdrage, bedoeld in artikel 38, § 3ter, in artikel 2, § 3ter van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden en in artikel 3, § 3ter van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden der koopvaardij;

- de opbrengst van de inhouding op het dubbel vakantiegeld, bedoeld in artikel 39;

- de opbrengst van de bijzondere bijdrage voor sociale zekerheid, bedoeld in de artikelen 106 tot 112 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen;

- de opbrengst van de bijzondere werkgeversbijdrage op het conventioneel bruggpensioen, bedoeld in artikel 141 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen;

- de opbrengst van de bijzondere compenserende maandelijks werkgeversbijdrage, bedoeld in artikel 11 van de wet van 3 april 1995 houdende maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling;

- de opbrengst van de bijzondere bijdrage, bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 november 1996 tot instelling van een bijzondere werkgeversbijdrage ter financiering van het stelsel van de tijdelijke werkloosheid en de anciënniteits toeslag voor oudere werklozen, in toepassing van artikel 3, § 1, 4° van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie;

- de opbrengst van de alternatieve financiering bedoeld in artikel 89 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen;

- de opbrengst van de solidariteitsbijdrage voor het persoonlijk gebruik van een voertuig ter beschikking gesteld door de werkgever, bedoeld in artikel 38, § 3quater;

- de opbrengst van de solidariteitsbijdrage op de tewerkstelling van de studenten die niet onderworpen zijn aan het stelsel van sociale zekerheid van de werknemers, bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 december 1996 houdende maatregelen met het oog op de invoering van een solidariteitsbijdrage op de tewerkstelling van studenten, die niet onderworpen zijn aan het stelsel van de sociale zekerheid van de werknemers;

- de opbrengst van de rijkstoelagen, gestort aan de R.S.Z.-Globaal Beheer;

- de opbrengst van andere stortingen aan de R.S.Z.-Globaal Beheer, gedaan op grond van wettelijke en reglementaire beschikkingen;

- de opbrengst van beleggingen van de R.S.Z.-Globaal Beheer;

- de opbrengst van leningen afgesloten door de R.S.Z.-Globaal Beheer;

- de opbrengst van legaten en schenkingen aan de R.S.Z.-Globaal Beheer;

b) eigen inkomsten van de regelingen en takken, bedoeld in artikel 21, § 2, die niet geglobaliseerd worden :

- de opbrengst van bijdragen rechtstreeks geïnd door één van de regelingen van het Globaal Beheer, bedoeld in artikel 21, § 2;

- de opbrengst van de specifieke rijkstoelagen rechtstreeks gestort aan één van de regelingen van het Globaal Beheer, bedoeld in artikel 21, § 2;

- de opbrengst van de tegoeden op rekening afkomstig van stortingen die het bedrag van de dagelijks te financieren thesauriebehoeften van de regelingen van het Globaal Beheer, bedoeld in artikel 21, § 2, overschrijden;

- de opbrengst van andere stortingen gedaan op grond van wettelijke en reglementaire beschikkingen aan één van de regelingen van het Globaal Beheer, bedoeld in artikel 21, § 2;

- de opbrengst van terugvorderingen en boetes van één van de regelingen van het Globaal Beheer, bedoeld in artikel 21, § 2;

- le produit de legs et de dons à un des régimes de la Gestion globale, visés à l'article 21, § 2. » .

Art. 7. L'article 23, alinéa 4, de la même loi, remplacé par la loi du 30 mars 1994 et modifié par la loi du 21 décembre 1994, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les cotisations visées à l'article 38, § 2, 1° à 4° et § 3, 1° à 7° sont rassemblées en une cotisation globale en vue de la répartition entre les régimes et branches visés à l'article 21, § 2. Pour les travailleurs qui sont assujettis à l'ensemble des régimes, visés à l'article 21, § 2, le taux de la cotisation globale s'élève à 37,94 p.c. de la rémunération du travailleur, dont 13,07 p.c. à charge du travailleur et 24,87 p.c. à charge de l'employeur. » .

Art. 8. L'article 24 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 24. § 1^{er}. Le produit des moyens financiers globalisés, visés à l'article 22, § 2, a), est réparti entre les régimes et les branches de la Gestion globale énumérés à l'article 21, § 2, après prélèvement des frais d'administration de l'Office national de la Sécurité sociale, en ce compris les charges d'emprunts. Cette répartition s'opère sur base des besoins de trésorerie à financer des régimes et branches visés ci-dessus. Le montant des besoins de trésorerie à financer de ces régimes et de ces branches est égal à la différence sur base de trésorerie entre les dépenses courantes et de capital, à l'exception des opérations de placements - et les recettes propres visées à l'article 22, § 2, b).

§ 2. Par dérogation aux dispositions du § 1^{er} et en application des dispositions visées à l'article 1^{er}, § 2^{ter} de la loi du 1^{er} août 1985 portant des dispositions sociales, une partie des moyens financiers globalisés, visés à l'article 22, § 2, a), est affectée au financement, à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, des travailleurs mis au travail dans des hôpitaux, conformément aux dispositions du chapitre II, section 5 de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand.

§ 3. Les régimes qui n'appartiennent pas à la Gestion globale reçoivent, le cas échéant et après prélèvement des frais d'administration de l'Office national de Sécurité sociale, le produit des cotisations du régime concerné. » .

Art. 9. L'article 26 de la même loi, remplacé par l'arrêté royal n° 528 du 31 mars 1987 et modifié par l'arrêté royal du 14 juillet 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 26. L'ensemble des subventions annuelles de l'Etat en faveur des différents régimes de sécurité sociale des travailleurs salariés, visé à l'article 1^{er} de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales, est affecté au financement des régimes de la Gestion globale, visés à l'article 21, § 2.

La subvention de l'Etat pour les dépenses de l'assurance pension d'invalidité des ouvriers mineurs, fixée à la différence entre les recettes provenant des cotisations et ces dépenses, est également affectée au financement des régimes de la Gestion globale, visés à l'article 21, § 2.

Les subventions de l'Etat pour le secteur des soins de santé du régime des marins de la marine marchande, visées à l'article 76 de l'arrêté royal du 24 octobre 1936 modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins, et les subventions de l'Etat pour le secteur du chômage de ce régime, visées à l'article 1^{er} de la loi du 25 février 1964 organisant un Pool des marins de la marine marchande, sont également affectées au financement des régimes de la Gestion globale, visés à l'article 21, § 2. » .

Art. 10. A l'article 38, de la même loi, tel qu'il a été ultérieurement modifié, sont apportées les modifications suivantes :

« 1° le § 3, 6° est remplacé par la disposition suivante :

6° 1,10 p.c. du montant du salaire du travailleur, à titre de cotisation de solidarité pour les travailleurs assujettis au régime des maladies professionnelles;

2° le § 3, 9° est complété par l'alinéa suivant :

« Le produit de la cotisation de 1,60 p.c. est affecté au financement des régimes de la Gestion globale, visés à l'article 21, § 2. » ;

le § 3bis, alinéa 7, est remplacé par l'alinéa suivant :

Le produit de la cotisation de modération salariale est utilisé pour le financement des régimes de la Gestion globale, visés à l'article 21, § 2.

- de opbrengst van legaten en schenkingen aan één van de regelingen van het Globaal Beheer, bedoeld in artikel 21, § 2. » .

Art. 7. Artikel 23, vierde lid, van dezelfde wet, vervangen door de wet van 30 maart 1994 en gewijzigd bij de wet van 21 december 1994, wordt vervangen door het volgende lid :

« De bijdragen bedoeld in artikel 38, § 2, 1° tot 4° en § 3, 1° tot 7° worden met het oog op de verdeling onder de regelingen en takken bedoeld in artikel 21, § 2 samengevoegd tot een globale bijdrage. Voor de werknemers die onderworpen zijn aan het geheel der regelingen, bedoeld in artikel 21, § 2, bedraagt de globale bijdragenvoet 37,94 pct. van het loon van de werknemer, waarvan 13,07 pct. ten laste van de werknemer en 24,87 pct. ten laste van de werkgever. » .

Art. 8. Artikel 24 van dezelfde wet, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 24. § 1. De opbrengst van de geglobaliseerde geldmiddelen, bedoeld in artikel 22, § 2, a) wordt, na voorafneming van de bestuurskosten van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, met inbegrip van de leningslasten, verdeeld onder de regelingen en takken van het Globaal Beheer, opgesomd in artikel 21, § 2. Deze verdeling gebeurt op basis van de te financieren thesauriebehoeften van de hiervoor bedoelde regelingen en takken. Het bedrag van de te financieren thesauriebehoeften van deze regelingen en takken is gelijk aan het verschil op thesauriebasis tussen de uitgaven - lopende en kapitaalsverrichtingen met uitsluiting van de beleggingsverrichtingen - en de eigen inkomsten, bedoeld in artikel 22, § 2, b).

§ 2. In afwijking van de bepalingen van § 1, en in uitvoering van het bepaalde in artikel 1, § 2^{ter} van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, wordt een gedeelte van de geglobaliseerde geldmiddelen, bedoeld in artikel 22, § 2, a) aangewend voor de financiering aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de plaatselijke en provinciale overheidsdiensten van de werknemers die in ziekenhuizen zijn tewerkgesteld overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II, afdeling 5, van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector.

§ 3. De regelingen die niet behoren tot het Globaal Beheer ontvangen in voorkomend geval, na aftrek van de bestuurskosten van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, de opbrengst van de bijdragen van de desbetreffende regeling. » .

Art. 9. Artikel 26 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 528 van 31 maart 1987 en het koninklijk besluit van 14 juli 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 26. Het geheel van de jaarlijkse rijkstoelagen ten gunste van de verschillende sociale-zekerheidsregelingen voor werknemers, bedoeld in artikel 1 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen, wordt aangewend voor de financiering van de regelingen van het Globaal Beheer, bedoeld in artikel 21, § 2.

De rijkstoelage voor de uitgaven van de invaliditeitspensioenverzekering voor de mijnwerkers, vastgesteld op het verschil tussen de ontvangsten uit bijdragen en deze uitgaven, wordt eveneens aangewend voor de financiering van de regelingen van het Globaal Beheer, bedoeld in artikel 21, § 2.

De rijkstoelagen voor de tak geneeskundige verzorging van het stelsel der zeelieden ter koopvaardij, bedoeld in het artikel 76 van het koninklijk besluit van 24 oktober 1936 houdende wijziging en samenordering van de statuten der Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden en de rijkstoelagen voor de tak werkloosheid van dit stelsel, bedoeld in artikel 1 van de wet van 25 februari 1964 houdende inrichting van een Pool van de Zeelieden ter koopvaardij, worden eveneens aangewend voor de financiering van de regelingen van het Globaal Beheer, bedoeld in artikel 21, § 2. » .

Art. 10. In artikel 38, van dezelfde wet, zoals het later werd gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

« 1° § 3, 6° wordt vervangen door de volgende bepaling :

6° 1,10 pct. van het bedrag van het loon van de werknemer als solidariteitsbijdrage voor de werknemers onderworpen aan de regeling van de beroepsziekten;

2° § 3, 9° wordt aangevuld met het volgende lid :

« De opbrengst van de bijdrage van 1,60 pct. wordt aangewend voor de financiering van de regelingen van het Globaal Beheer, bedoeld in artikel 21, § 2. » .

§ 3bis, zevende lid wordt vervangen door het volgende lid :

« De opbrengst van de loonmatigingsbijdrage wordt aangewend voor de financiering van de regelingen van het Globaal Beheer, bedoeld in artikel 21, § 2. » .

Dans le § 3^{quater}, alinéa 5, les mots "au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale, visé à l'article 39^{bis} de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés" sont remplacés par les mots "à l'ONSS-Gestion globale, visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2° de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs".

Art. 11. L'article 39, § 6, de la même loi, remplacé par l'arrêté royal du 1^{er} mars 1989 et modifié par l'arrêté royal du 19 mai 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« § 6. Le produit de cette retenue est affecté au financement des régimes de la Gestion globale, visés à l'article 21, § 2. » .

Art. 12. L'article 39^{bis}, de la même loi, inséré par l'arrêté royal n° 214 du 30 septembre 1983 et modifié par les lois des 22 janvier 1985, 6 juillet 1989, 20 juillet 1991 et 6 août 1993 et l'arrêté royal du 14 juillet 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 39^{bis}. § 1^{er}. L'Office national de sécurité sociale est habilité à contracter des emprunts, auxquels est liée la garantie de l'Etat, au profit de la Gestion globale et dans les limites imposées pour l'exécution des missions de la Gestion globale.

§ 2 Le Comité de gestion de la sécurité sociale détermine pour chaque régime et chaque branche, tels que visés à l'article 21, § 2, le montant normalement nécessaire comme fonds de roulement. Le fonds de roulement est le montant de liquidités dont ces régimes et ces branches ont besoin pour l'accomplissement de leurs tâches journalières.

Les régimes et les branches précitées mettent, pour une durée indéterminée, à la disposition de l'ONSS-Gestion globale les réserves propres sans intérêts à la date du 31 décembre 1994. Le montant de ces réserves propres est égal au volume de leurs avoirs disponibles à vue, à court et à long terme, au delà du montant nécessaire à titre de fonds de roulement pour ces régimes et ces branches, à la date de la mise à la disposition de la gestion globale des réserves.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le montant des réserves mises à la disposition de l'ONSS-Gestion globale, ainsi que les modalités pour la mise à la disposition de la gestion globale desdites réserves.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, selon les modalités qu'Il détermine, imposer à l'ONSS-Gestion globale de remettre la totalité ou une partie de ces réserves à la disposition des régimes et des branches précitées. » .

Art. 13. A l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1985 portant des dispositions sociales, modifié par les arrêtés royaux n° 474 du 28 octobre 1986 et n° 502 du 31 décembre 1986 et les lois des 7 novembre 1987, 22 décembre 1989, 20 juillet 1991 et 30 mars 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2^{ter}, les mots "du Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale" sont remplacés par les mots "de l'ONSS-Gestion globale";

2° l'article est complété par la disposition suivante :

« § 5. Le produit de la cotisation globale, visée à l'article 23, alinéa 4, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, est destiné au financement du régime général de la sécurité sociale et est versé à l'ONSS-Gestion globale. » .

Art. 14. L'article 3 de la loi-programme du 30 décembre 1988 est abrogé.

Art. 15. A l'article 109, § 3, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, les mots "au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale, visé à l'article 39^{bis} de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés" sont remplacés par les mots "à l'ONSS-Gestion globale, visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2° de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs".

Art. 16. A l'article 110 de la même loi, modifié par la loi du 20 décembre 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 2, les mots "au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale, visé à l'article 39^{bis} de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés" sont remplacés par les mots "à l'ONSS-Gestion globale, visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2° de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs";

In § 3^{quater}, vijfde lid worden de woorden "het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid, bedoeld in artikel 39^{bis} van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers" vervangen door de woorden "de RSZ-Globaal Beheer, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 2° van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders".

Art. 11. Artikel 39, § 6, van dezelfde wet, vervangen door het koninklijk besluit van 1 maart 1989 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 mei 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 6. De opbrengst van deze inhouding is bestemd voor de financiering van de regelingen van het Globaal Beheer, bedoeld in artikel 21, § 2. » .

Art. 12. Artikel 39^{bis} van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 214 van 30 september 1983 en gewijzigd bij de wetten van 22 januari 1985, 6 juli 1989, 20 juli 1991 en 6 augustus 1993 en het koninklijk besluit van 14 juli 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 39^{bis}. § 1. De Rijksdienst voor sociale zekerheid is gemachtigd om ten behoeve van het Globaal Beheer en binnen de perken vereist om de opdracht van het Globaal Beheer uit te voeren, leningen aan te gaan waaraan de Staatswaarborg is gekoppeld.

§ 2. Het Beheerscomité van de sociale zekerheid stelt voor elke regeling en tak, bedoeld in artikel 21, § 2, het werkkapitaal, dat normaal vereist is, vast. Het werkkapitaal is het bedrag aan liquide middelen, dat deze regelingen en takken nodig hebben voor de dagelijkse werking.

Voormelde regelingen en takken stellen voor onbepaalde duur de eigen reserves op 31 december 1994 renteloos ter beschikking van het Globaal Beheer. Het bedrag van deze eigen reserves is gelijk aan het volume van hun beschikbare tegoeden op zicht, op korte en op lange termijn dat het bedrag van het werkkapitaal van deze regelingen en takken overstijgt, op de datum dat die reserves ter beschikking van het globaal beheer worden gesteld.

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, het bedrag van de reserves die ter beschikking worden gesteld van de RSZ-Globaal Beheer, alsook de nadere regelen voor het ter beschikking stellen van die reserves.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, onder de nadere regelen die Hij bepaalt, de RSZ-Globaal Beheer opleggen om het geheel of een gedeelte van deze reserves opnieuw ter beschikking te stellen van voormelde regelingen en takken. » .

Art. 13. In artikel 1 van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 474 van 28 oktober 1986 en nr. 502 van 31 december 1986 en de wetten van 7 november 1987, 22 december 1989, 20 juli 1991 en 30 maart 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2^{ter} worden de woorden "het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid" vervangen door de woorden "de RSZ-Globaal Beheer";

2° het artikel wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« § 5. De opbrengst van de globale bijdrage, bedoeld in artikel 23, vierde lid, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, is bestemd voor de financiering van de algemene regeling van de sociale zekerheid en wordt gestort aan de RSZ-Globaal Beheer. » .

Art. 14. Artikel 3 van de programmawet van 30 december 1988 wordt opgeheven.

Art. 15. In artikel 109, § 3, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, worden de woorden "het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid, bedoeld in artikel 39^{bis} van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers" vervangen door de woorden "de RSZ-Globaal Beheer, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 2° van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders".

Art. 16. In artikel 110 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 december 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden "het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid, bedoeld in artikel 39^{bis} van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers" vervangen door de woorden "de RSZ-Globaal Beheer, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 2° van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders";

2° dans le § 3, les mots "le Fonds visé au § 1^{er}" sont remplacés par les mots "l'ONSS-Gestion globale, visé au § 1^{er},".

Art. 17. A l'article 89, § 2 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, modifié par la loi du 26 juillet 1996, les mots "au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale, visé à l'article 39bis de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés" sont remplacés par les mots "à l'ONSS-Gestion globale, visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2° de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs";

Art. 18. A l'article 1^{er}, § 4, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant des mesures en vue de l'instauration d'une cotisation de solidarité pour l'occupation d'étudiants non assujettis au régime de la sécurité sociale des travailleurs salariés, en application de l'article 3, § 1^{er}, 4° de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, les mots "au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale visé à l'article 39bis de la loi précitée du 29 juin 1981" sont remplacés par les mots "à l'ONSS-Gestion globale, visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2° de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs".

Art. 19. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 1997.

Art. 20. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 8 août 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

2° in § 3 worden de woorden "het in § 1 vermelde Fonds" vervangen door de woorden "de in § 1 vermelde RSZ-Globaal Beheer".

Art. 17. In artikel 89, § 2, van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, gewijzigd bij de wet van 26 juli 1996, worden de woorden "het Fonds voor financieel evenwicht van de sociale zekerheid bedoeld in artikel 39bis van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers" vervangen door de woorden "de RSZ-Globaal Beheer, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 2° van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders";

Art. 18. In artikel 1, § 4, van het koninklijk besluit van 23 december 1996 houdende maatregelen met het oog op de invoering van een solidariteitsbijdrage op de tewerkstelling van studenten die niet onderworpen zijn aan het stelsel van sociale zekerheid van de werknemers, met toepassing van artikel 3, § 1, 4° van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, worden de woorden "het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid, bedoeld in artikel 39bis van voormelde wet van 29 juni 1981" vervangen door de woorden "de RSZ-Globaal Beheer, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 2° van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders".

Art. 19. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1997.

Art. 20. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 8 augustus 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 97 — 1795

[97/7164]

4 AOUT 1997. — Arrêté royal fixant le cadre organique de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1^{er}, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire;

Vu l'avis motivé du 3 mars 1997 émis par le Comité supérieur de concertation correspondant au comité de Secteur XIV pour le Ministère de la Défense nationale;

Vu les avis du Commissaire du gouvernement des 27 mars 1996 et 10 mars 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 30 juin 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 30 juin 1997;

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 97 — 1795

[97/7164]

4 AUGUSTUS 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de personeelsformatie van de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, vervangen door de wet van 22 juli 1993;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap;

Gelet op het gemotiveerd advies van 3 maart 1997 uitgebracht door het Hoog Overlegcomité overeenstemmend met het Sectorcomité XIV voor het Ministerie van Landsverdediging;

Gelet op de adviezen van de Regeringscommissaris, gegeven op 27 maart 1996 en op 10 maart 1997;

Gelet op het advies van Onze Minister van Begroting, gegeven op 30 juni 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 30 juni 1997;